



# Le projet de résilience verte

RAPPORT FINAL

Dialogues sur le changement  
climatique, la sécurité des  
revenus et la résilience  
communautaire

Copyright 2022 Energy Mix Productions et le Réseau canadien pour le revenu garanti

Publié en 2022 par Energy Mix Productions

Conception du rapport par Cecilia Stuart

Ce rapport est sous licence Attribution-NonCommercial-NoDerivatives 4.0 International. Pour voir une copie de cette licence, consultez <http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Le projet de résilience verte remercie le gouvernement du Canada pour son soutien financier par l'entremise du Fonds d'action et de sensibilisation pour le climat d'Environnement et Changement climatique Canada. Les opinions et interprétations contenues dans le présent rapport sont celles des auteurs et ne reflètent pas celles du gouvernement du Canada.

Funded by the  
Government  
of Canada

Canada 

Le projet de résilience verte est géré et mis en œuvre par Energy Mix Productions, le Réseau canadien pour le revenu garanti, Coalition Canada Basic Income - Revenu garanti, le Réseau canadien des jeunes pour le revenu garanti, des experts nationaux et des partenaires locaux.

Photo de couverture par David Dodge/Green Energy Futures. En 2017, la Tribu de Louis Bull et Iron & Earth se sont associés pour proposer un programme de formation scolaire de cinq jours dans le cadre duquel les travailleurs du secteur des combustibles fossiles et les travailleurs autochtones ont réalisé une installation solaire à la garderie de la Tribu Louis Bull. Marqué avec CC BY-NC-SA 2.0.

Le projet de résilience verte se déroule dans ce qui est connu sous le nom colonial de Canada. Nous respectons la souveraineté, les lois, les coutumes et les valeurs des nombreux peuples et collectivités autochtones sur les terres desquels a lieu notre travail. La rédaction de ce rapport s'est déroulée sur le territoire visé par le Traité no 1 et sur les terres traditionnelles des nations Anishnabeg, Mississauga, Haudenosaunee, Ojibway/Chippewa et Wendat.

Nous reconnaissons également que les avantages dont beaucoup d'entre nous jouissent dans notre économie et notre société actuelle proviennent du travail non rémunéré, de la servitude forcée et de l'esclavage qui ont eu lieu autrefois.

Crédits photo : p. 4 : « Foule immense à la Marche montréalaise pour le climat 2019 » d'Aphex Twin est marqué CC BY-NC-SA 2.0.; p. 5 : « Wildfires in Alberta, Canada » par NASA Goddard Photo and Video est marqué CC BY 2.0.; p. 7 : « Wind powered lights » de Green Energy Futures est marqué CC BY-NC-SA 2.0. p. 9 : « St. James Town » par ericvery est marqué avec CC BY-NC-ND 2.0.; p. 13 : « Mason Morley 3NE Wood Crew & FC Metis Association Member » par Green Energy Futures est marqué CC BY-NC-SA 2.0.; p. 14 : « Yellowknife Town Hall » de 350.org est marqué CC BY-NC-SA 2.0.; p. 24 : « Crossing the Mackenzie » de Ian Mackenzie est marqué CC BY-NC-SA 2.0.; p. 27 : « BC Highway 3 - Hope to Princeton flood repairs » par B.C. Ministry of Transport est marqué CC BY-NC-ND 2.0.; p. 30 : « Farm in Stewiacke\_DSC\_3454 » de Dennis Jarvis est marqué CC BY-SA 2.0. p. 33 : « Downtown Eastside, Vancouver during coronavirus pandemic » de GoToVan est marqué CC BY 2.0.; p. 35 : « Smiling Bear » de RayMuzyka est marqué avec CC BY-NC-SA 2.0.; p. 38 : « NS-01483 - Part of the Lockeport Fishing Fleet » de Dennis Jarvis est marqué CC BY-SA 2.0.; p. 41 : photo de Jessie Golem.; p. 43 : « Checking on the Crop by Krista Shaw » par le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard est marqué CC BY-NC-ND 2.0.; p. 45 : « Wind Energy Institute of Canada, North Cape PEI Canada » de NNECAPA est marqué CC BY 2.0.; p. 48 : « Black Lives Matter, Anti-racism rally at Canada Place » de GoToVan est marqué CC BY 2.0.; p. 49 : « Dancing and swirling » de manumilou est marqué cc BY-SA 2.0 ; p. 51 : « Every Child Matters Rally at the Art Gallery of Vancouver July 1, 2021 » de GoToVan est marqué CC BY-SA 2.0; p. 54 : Photo de Randy Fath sur Unsplash; p. 58 : « Louis Bull - Iron and Earth Solar Training » par Green Energy Futures est marqué avec CC BY-NC-SA 2.0.

## Table des matières

<b>1. Résumé</b>	<b>4</b>
<b>2. À propos du projet de résilience verte</b>	<b>6</b>
<b>3. Conception et mise en œuvre du projet</b>	<b>8</b>
<b>4. À propos des partenaires communautaires et des participants aux dialogues</b>	<b>15</b>
<b>5. Ce que nous avons entendu : De quoi les participants ont-ils parlé lors des dialogues communautaires?</b>	<b>25</b>
• Identifier les défis : Impacts et risques climatiques dans l’environnement naturel	26
• Identifier les défis : Expériences d’insécurité des revenus	27
• Identifier les défis : Liens entre les impacts climatiques et l’insécurité des revenus	28
• Identifier les défis : Des liens sociaux, économiques et politiques plus larges	34
• Mise en œuvre de solutions : Soutien des gouvernements et volonté politique	36
• Mise en œuvre de solutions : Mesures politiques générales	38
• Mise en œuvre de solutions : Renforcer les communautés	42
• Mise en œuvre de solutions : Processus et principes	47
• Conclusion	51
<b>6. Ce que nous avons entendu : Que doit-il se passer maintenant selon les partenaires communautaires?</b>	<b>52</b>
<b>7. Ce que nous avons appris : Comment nos conclusions et nos recommandations ont-elles été inspirées par ce que nous avons entendu?</b>	<b>54</b>
<b>8. Recommandations</b>	<b>58</b>
<b>9. Conclusions</b>	<b>61</b>
<b>10. Annexes</b>	<b>63</b>

# 1. Résumé

Partout au Canada, les collectivités ressentent les effets des changements climatiques et de l'insécurité grandissante des revenus ainsi que leurs effets interconnectés sur la résilience des communautés. Le projet de résilience verte a consisté en une série de dialogues avec 33 communautés différentes par leur taille, leur situation géographique et leur contexte économique, pour discuter de la façon dont les changements climatiques et l'insécurité des revenus affectent leur bien-être individuel et collectif. Les participants au dialogue ont parlé des défis auxquels ils sont confrontés dans leur vie quotidienne et ont exploré des solutions susceptibles de bâtir ou de renforcer la résilience communautaire, en veillant à ce que chacun ait ce dont il a besoin pour évoluer dans un environnement et une économie en mutation alors que le Canada se dirige vers des émissions nettes nulles.

Dans chacun de ces dialogues, nous avons entendu un large éventail de points de vue sur les interactions entre la sécurité des revenus, les changements climatiques et la résilience des communautés. Nous avons rencontré de l'espoir, de la peur, du chagrin et un sentiment

très clair d'urgence à mettre en œuvre des solutions transformatrices qui rendent la vie meilleure pour tous. Après avoir lu et analysé les rapports de synthèse de chaque communauté, l'équipe du projet de résilience verte a identifié quatre thèmes principaux communs à l'ensemble des dialogues :

- 1 | Les Canadiens, en particulier ceux qui connaissent l'insécurité des revenus ou d'autres formes de précarité financière, sont de plus en plus exposés aux impacts climatiques, mais sont souvent dans l'incapacité de prendre part à des solutions climatiques proportionnées en raison d'obstacles systémiques.
- 2 | Les gens veulent que leurs communautés soient résilientes face aux changements climatiques et à l'insécurité des revenus. Ils s'intéressent à des solutions qui apportent des améliorations tangibles à leur vie, notamment des aliments cultivés localement accessibles et abordables, des logements et des transports en commun écoénergétiques, ainsi que des économies, des infrastructures et des services locaux renforcés.



Plus de 500 000 personnes ont participé à la marche pour le climat à Montréal en 2019.



*Vue aérienne des feux de forêt en cours d'extinction en Alberta.*

- 3** | Les gens sont sceptiques quant à leur capacité à prendre des mesures significatives contre les changements climatiques et l'insécurité des revenus en raison de leur influence limitée sur les problèmes structurels et systémiques par rapport à celle des gouvernements et des entreprises. Beaucoup estiment que l'efficacité des actions individuelles est limitée et que les gouvernements ne prennent pas suffisamment de mesures pour résoudre ces problèmes.
- 4** | Les communautés sont prêtes à agir, mais manquent de capacité d'action politique et économique pour apporter l'ampleur du changement nécessaire. Les gouvernements doivent relever ce défi en adoptant des politiques transformatrices qui s'attaquent aux causes profondes des changements climatiques et de l'insécurité des revenus tout en donnant aux communautés les moyens de prendre des mesures autogérées.

En gardant ces thèmes à l'esprit, l'équipe du projet de résilience verte a élaboré quatre recommandations à l'intention des gouvernements et des décideurs. Ces recommandations ont selon nous l'impact le plus important, le plus immédiat et le plus durable pour favoriser les transformations positives et renforcer la résilience dans les collectivités partout au Canada:

- 1** | Intégrer le revenu garanti au plan du Canada pour une transition équitable.
- 2** | Concevoir des solutions de sécurité des revenus et de politique climatique pour se concentrer sur l'amélioration de la qualité de vie individuelle et collective.
- 3** | Donner aux personnes et aux communautés les outils et les ressources dont elles ont besoin pour construire ou renforcer leur résilience.
- 4** | Veiller à ce que les entreprises et les riches paient leur juste part.

Le présent rapport décrit comment nous en sommes arrivés à ces constatations. Il comprend un historique du projet de résilience verte, un résumé des dialogues qui ont eu lieu dans chaque communauté et une réflexion sur ce que nous avons appris en les écoutant.

## 2. À propos du projet de résilience verte

Le projet de résilience verte a consisté en une série de dialogues sur les liens entre l'insécurité des revenus, les changements climatiques et la résilience communautaire dans 33 communautés de l'ensemble du Canada.

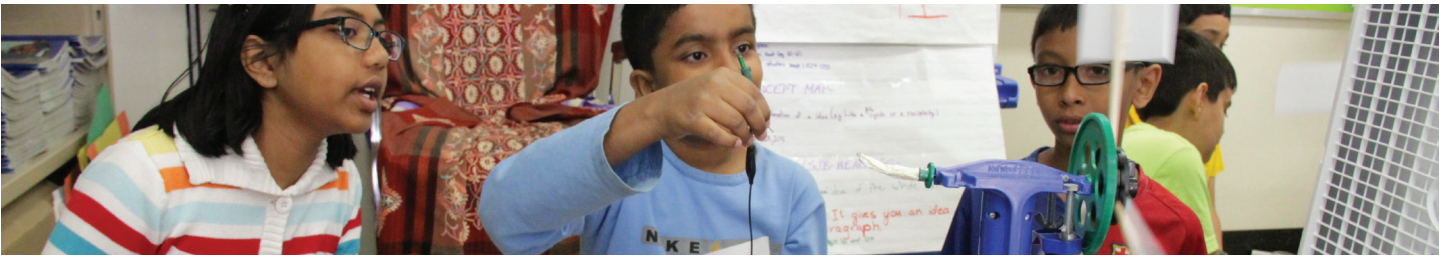
Les objectifs du projet étaient les suivants:

- + Explorer et documenter les liens entre la sécurité des revenus, les changements climatiques et la résilience des communautés au moyen d'une série de 25 à 35 dialogues animés par des partenaires communautaires locaux;
- + Obtenir le point de vue des communautés sur la façon dont la sécurité des revenus peut aider à renforcer la résilience et encourager l'action locale sur tous les aspects de la crise climatique – de la réponse aux impacts climatiques locaux à la sortie de l'emploi dans les combustibles fossiles;
- + Établir le dialogue et la compréhension mutuelle entre les communautés qui s'intéressent au climat et à la sécurité des revenus, mais aussi avec ceux qui sont souvent exclus des discussions et des décisions politiques;
- + Constituer un point de départ au niveau local pour la défense des intérêts, la collaboration et les prochaines étapes.

Nous avons fait appel à des partenaires locaux (que nous appelons dans ce rapport des partenaires communautaires) pour organiser et animer chacun des dialogues communautaires. Nous avons fait ce choix parce que nous comprenons que les partenaires communautaires étaient mieux placés pour adapter le dialogue à leur contexte local, qu'ils étaient mieux connus des participants potentiels et qu'ils étaient en mesure de s'appuyer sur leurs réseaux pour soutenir leurs efforts d'organisation.

Nous voulions que les dialogues soient axées sur la communauté et rassemblent des personnes ayant des connaissances, des points de vue et des expériences vécues très diverses. En faisant participer un large éventail de partenaires communautaires qui pourraient à leur tour mobiliser un large éventail de participants, nous espérons faire connaître cette discussion au-delà des cercles de militants engagés sur les changements climatiques et la sécurité des revenus.

Les dialogues visaient à créer des occasions de discuter de solutions fondées sur des circonstances particulières à la communauté et adaptées à la nécessité pour les populations d'obtenir des revenus adéquats, d'avoir des moyens de subsistance qui ont du sens et d'appartenir à des communautés résilientes dans lesquelles chacun dispose de ce dont il a besoin pour prospérer. Nous espérons que les participants retireraient de ces dialogues une compréhension des liens entre les solutions climatiques et la sécurité des revenus ainsi qu'une vision de ce qui est



*Les élèves de l'école George Webster de Toronto découvrent l'énergie renouvelable en construisant des modèles réduits d'éoliennes.*

nécessaire pour qu'eux-mêmes et leurs communautés puissent agir.

Nous espérons également que les relations et les idées générées au cours des dialogues susciteraient des initiatives de suivi dirigées par des partenaires ou des participants locaux, ouvrant ainsi des possibilités de poursuivre l'action dans la foulée du projet.

Afin d'évaluer dans quelle mesure nos objectifs étaient atteints, nous avons identifié quatre résultats clés du dialogue et demandé à nos partenaires communautaires de rendre compte de la mesure dans laquelle leurs dialogues y ont contribué:

- ✦ Le dialogue permet de mieux comprendre les liens et les synergies entre la résilience des communautés, les moyens de subsistance, la sécurité des revenus et la transition vers une économie à faibles émissions de carbone;
- ✦ Les participants font preuve d'une sensibilisation accrue aux changements climatiques et à leur propre capacité d'action climatique;
- ✦ Les dialogues favorisent la mise en place de nouvelles relations entre les partenaires communautaires et les participants, ainsi qu'entre les communautés et les partenaires communautaires partout au pays.
- ✦ Les dialogues permettent d'identifier des occasions de stimuler des discussions continues sur les solutions.

Dans la troisième section du présent rapport, nous discutons de ces résultats et des points de vue exprimés par nos partenaires lorsqu'ils ont été invités à les commenter.

Dans chaque dialogue, nos partenaires communautaires et les participants ont livré de nombreux points de vue novateurs et créatifs sur la façon dont leurs communautés pourraient être plus fortes, plus justes et plus solidaires des personnes qui les composent. Ils ont évoqué des visions puissantes pour un avenir meilleur dans lequel nous sommes équipés des outils et des ressources dont nous avons besoin pour nous assurer que personne ne soit laissé pour compte dans la transition vers une économie à faibles émissions de carbone. Nous leurs sommes extrêmement reconnaissants pour leurs contributions à ce projet.

### 3. Conception et mise en œuvre du projet

La conception et la mise en œuvre du projet de résilience verte ont eu lieu entre avril 2021 et mars 2022. Un comité directeur bénévole a élaboré la portée et l'orientation du projet. Il est composé de personnes ayant une expertise en matière de défense des intérêts liés aux changements climatiques, à la sécurité des revenus et à la résilience des communautés.

Le personnel du projet a recruté des partenaires communautaires ayant une expertise ou une expérience en matière de changements climatiques, de sécurité des revenus ou de résilience communautaire pour animer les dialogues locaux et rendre compte de ce qu'ils ont entendu. Étant donné que leur objectif correspondait en partie à celui du projet de résilience verte, nous espérons que leurs dialogues pourraient être utiles pour éclairer leur travail en cours et inspirer les prochaines étapes.

Le projet de résilience verte a été conçu pour être un exercice d'écoute. Son but était d'entendre ce que les participants avaient à dire, d'identifier les thèmes et les tendances clés exprimés lors des dialogues et de formuler des recommandations stratégiques reflétant les problèmes et les solutions discutés.

La structure du projet a placé les partenaires communautaires en situation de leadership et les a encouragés à adapter leurs dialogues pour répondre au mieux aux besoins de leurs communautés. Nous voulions que les partenaires disposent d'une grande souplesse pour encadrer la discussion dans leurs collectivités. Nous avons fourni des ressources éducatives que les partenaires étaient invités à utiliser s'ils le souhaitaient pour présenter à leurs participants des concepts comme le revenu garanti et la transition juste. Plusieurs de nos partenaires ont adapté les formulations utilisées pour parler des concepts clés du dialogue, de sa structure et de son format, etc.

Les partenaires communautaires ont été encouragés à faire participer des personnes qui ne sont normalement pas consultées sur la politique climatique ou la politique en matière de sécurité des revenus. Cela a pris une forme différente dans chaque communauté.

Étant donné que le projet était axé sur l'écoute d'un large éventail de voix, nous avons encouragé la variation dans la façon dont les dialogues ont été menés, notamment en ce qui concerne la collecte de renseignements personnels auprès des participants. Nous avons fourni à nos partenaires un outil pour recueillir des renseignements démographiques afin de les aider dans leurs propres processus de production de rapports, mais son utilisation était facultative et, par conséquent, l'ensemble des données que nous avons recueillies ne sont représentatives que d'un échantillon des participants aux dialogues.



## A. À propos de la conception du projet

Les partenaires communautaires ont reçu une série de quatre questions à poser au cours de leurs dialogues. Nous les avons encouragés à modifier ces questions pour mieux les adapter à leur contexte communautaire si nécessaire. Les questions posées étaient les suivantes :

- + Comment les changements apportés à l'environnement et à l'économie de notre collectivité vous affectent-ils, vous, votre famille ou la collectivité dans son ensemble?
- + Quels sont les liens entre ces changements environnementaux et économiques?
- + Quelles sont les solutions possibles aux défis dont nous avons discuté et qui aideront la communauté à réagir aux changements climatiques et à créer une sécurité des revenus pour tous ses membres?
- + Comment pensez-vous que ces solutions peuvent être mises en œuvre pour bâtir, maintenir ou renforcer la résilience communautaire? Qui est responsable de ces changements – les individus, les groupes communautaires, les gouvernements ou un mélange des trois?

Afin d'assurer la cohérence entre les dialogues, de permettre aux partenaires communautaires de diriger la conception de leur dialogue et pour leur fournir un soutien au besoin, l'équipe du projet :

- + A fourni un modèle de script de dialogue accompagné de ressources d'animation. En se basant sur leur connaissance de leur communauté, les partenaires pouvaient décider d'utiliser ou non le script de dialogue et les différentes ressources du projet;
- + A aidé les partenaires à déterminer qui devrait être invité à leur dialogue et comment recueillir des renseignements démographiques ou des commentaires auprès des participants. Les formats des dialogues ont été mis au point par les partenaires communautaires avec le soutien de l'équipe de projet. Les formats variaient d'un partenaire à l'autre et comprenaient des rencontres de groupe virtuels ou en personne, des entrevues individuelles et des discussions en petits groupes. Les partenaires communautaires ont été encouragés à



*Le quartier St. James Town de Toronto est l'un des noyaux urbains les plus diversifiés au monde sur le plan culturel. Sa densité de population est plus de 18 fois supérieure à celle de la ville de Toronto.*

inclure (ou à éliminer les obstacles à l'inclusion) des membres de la communauté qui ne sont normalement pas consultés sur ces questions (avec notamment l'offre d'allocations aux participants au dialogue si besoin);

- + A fourni aux partenaires communautaires, sur demande, une formation en animation et un soutien en matière de communications ou de logistique;
- + A soutenu les partenaires communautaires dans la rédaction d'un rapport de synthèse communautaire pour faire connaître ce qu'ils ont entendu dans leur dialogue;
- + A fourni un financement de projet aux partenaires communautaires pour appuyer la préparation et la mise en œuvre des dialogues ainsi que la production de rapports.

Afin de communiquer les nouvelles et les mises à jour du projet, de faire connaître le travail de nos partenaires communautaires et d'encourager le réseautage entre les partenaires, l'équipe du projet a également mis en œuvre les ressources suivantes :

- + Un site Web avec des ressources pertinentes, des mises à jour et un blog présentant des entretiens avec les partenaires communautaires
- + Une présence sur les médias sociaux et un bulletin électronique
- + Une journée de synthèse et de rencontre entre les partenaires communautaires

## **B. Nos dialogues ont-ils atteint les résultats attendus?**

Nous avons diffusé auprès de nos partenaires communautaires les quatre principaux résultats que nous attendions de nos dialogues et nous leur avons demandé de dire dans quelle mesure leurs dialogues ont permis de les atteindre. Cela nous a donné une idée de ce que les partenaires et les participants pensaient de l'efficacité des dialogues et a guidé notre processus d'analyse des données et de rédaction des recommandations.

**Le dialogue permet de mieux comprendre les liens et les synergies entre la résilience des communautés, les moyens de subsistance, la sécurité des revenus et la transition vers une économie à faible émission de carbone.**

Les partenaires ont estimé que l'occasion de réunir les participants pour discuter de ces sujets était précieuse et que cela a permis une meilleure compréhension des liens entre les changements climatiques, la sécurité des revenus et la résilience des communautés. Plusieurs partenaires ont fait remarquer que leurs participants avaient bénéficié du large éventail de connaissances et d'expériences qui ont été exprimées lors des dialogues. Notre partenaire de Fredericton a fait remarquer que « ...la richesse de l'expérience de ces groupes de discussion a favorisé le transfert de connaissances aux organisateurs et aux membres de la communauté

les plus jeunes [et] a permis aux militants communautaires de différents horizons de découvrir où leur travail coïncide avec celui des autres ».

Le niveau des connaissances préexistantes au sujet des changements climatiques, de la sécurité des revenus ou de ce qui les relie était variable. La majorité des partenaires ont déclaré très bien connaître les sujets abordés. Certains des dialogues, à Lockeport et dans la Nation crie de Beardy's et Okemasis, ont été menés avec des élèves du primaire et du secondaire, de sorte que les connaissances fondamentales étaient limitées. Cependant, ces deux partenaires communautaires ont déclaré qu'ils étaient impressionnés par la capacité des élèves à établir des liens entre les changements climatiques et la sécurité des revenus au fur et à mesure du déroulement des dialogues.

Notre partenaire de Sault Ste. Marie a signalé que les membres de la communauté ayant de faibles revenus étaient parfaitement conscients qu'une seule crise climatique (comme une inondation) pourrait les laisser sans abri ou avoir un impact significatif sur leur accès à la nourriture et à l'énergie essentielles.

Certains partenaires qui ont animé des dialogues avec les communautés autochtones ont discuté des façons singulières dont les changements climatiques et l'insécurité des revenus affectent les moyens de subsistance autochtones. Nos partenaires qui ont animé des dialogues avec les communautés autochtones urbaines de la Colombie-Britannique ont déclaré :

Nous avons conclu que le système des réserves, ainsi que le système d'aide sociale, ne servent pas notre communauté. Les moyens de subsistance des peuples autochtones doivent provenir d'une amélioration juste et honorable de l'utilisation des terres afin que les moyens de subsistance des générations futures soient également garantis. Une transition vers de faibles émissions de carbone est étroitement liée aux valeurs et aux systèmes de gouvernance autochtones.

D'autres partenaires ont souligné certains obstacles à l'établissement de ces liens dans le contexte de leurs dialogues. Notre partenaire dans les West Kootenays, qui a mené des dialogues individuels avec des membres de la communauté dont les revenus sont faibles, a indiqué que les participants s'intéressaient davantage aux soutiens et aux programmes disponibles pour les aider à faire face aux défis que posent les changements climatiques et l'insécurité des revenus qu'à une réflexion sur leurs causes profondes. Un partenaire de Flin Flon (une ville confrontée à la fermeture imminente d'une mine qui emploie une partie importante de la population) a déclaré :

Les aspects relatifs aux moyens de subsistance et à la sécurité des revenus ne figuraient pas au premier plan dans les réponses [des participants], [parce que comparé à] la menace existentielle que fait peser sur Flin Flon la fermeture imminente de la mine, toutes les autres menaces économiques, même celles liées aux changements climatiques, n'ont que peu d'importance.

## **Les participants font preuve d'une sensibilisation accrue aux changements climatiques et démontrent leur propre capacité d'action climatique.**

De nombreux partenaires ont indiqué que les participants avaient déjà une bonne compréhension des changements climatiques et de leurs répercussions, que ce soit par l'expérience vécue, l'éducation ou les initiatives communautaires existantes. Par exemple, notre partenaire au Yukon a signalé que « les changements climatiques sont un enjeu tellement important pour les jeunes du Yukon, qu'ils ont été au centre d'une grande partie de notre dialogue. Les participants sont passionnés par l'action climatique, qu'ils connaissent bien, et ont fait part de leurs propres expériences en matière de solutions. »

Notre partenaire dans les Kootenays de l'Ouest a mené ses dialogues individuels à l'aide d'une technique de prospection approfondie qui lui a permis de toucher des participants ayant un large éventail de points de vue sur les changements climatiques et l'action climatique. Il a rapporté que la discussion avec les participants au sujet du plan d'énergie 100% renouvelable qu'il propose pour West Kootenay les a motivés à en apprendre davantage sur les changements climatiques et sur les évolutions qui ont été proposées dans la région.

Nos partenaires qui ont animé des dialogues avec les communautés autochtones urbaines de la Colombie-Britannique ont fait remarquer que l'action climatique est intrinsèquement liée à l'autodétermination autochtone. Ils ont souligné que les participants ont discuté du lien entre l'action climatique et l'inclusion des peuples autochtones hors réserve concernés par la Loi sur les Indiens dans la mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA).

L'un des points communs signalés par nos partenaires était le scepticisme des participants quant à leur capacité à prendre des mesures climatiques significatives en raison de leur influence limitée sur la question par rapport aux gouvernements et aux entreprises. De nombreux partenaires ont fait état d'un consensus général selon lequel les gouvernements n'en font pas assez pour lutter contre les changements climatiques et que les actions individuelles (comme le recyclage ou la culture locale d'aliments) ont une efficacité limitée. Notre partenaire de Churchill a souligné que les initiatives communautaires ont besoin d'un soutien financier du gouvernement pour avoir un impact significatif et durable.

## **De nouvelles relations ont été créées et favorisées entre les partenaires communautaires et les participants au dialogue, ainsi qu'entre les communautés et les partenaires communautaires partout au pays.**

De nombreux partenaires ont indiqué que l'organisation de ces dialogues leur a permis d'approfondir leurs propres relations avec les membres de la communauté et de préparer le terrain pour une collaboration ou un dialogue futur. De nombreuses organisations partenaires ont indiqué que les participants ont découvert plus en détails les services ou les initiatives qu'elles offrent dans la communauté. Notre partenaire de la région de Tantrammar a souligné que leur



*Mason Morley participe à la construction du projet d'électricité solaire de Three Nations Energy. En 2020, trois nations autochtones du nord du Canada ont lancé le projet communautaire visant à réduire la dépendance à l'égard de l'énergie générée par le diesel.*

dialogue a déclenché la création d'une nouvelle initiative sur la sécurité alimentaire et les changements climatiques dans la communauté.

D'autres partenaires ont indiqué que les dialogues ont permis aux membres de la communauté de nouer ou d'approfondir des relations les uns avec les autres. L'un d'eux a souligné que la communauté a besoin de ressources financières pour que les personnes qui occupent des postes de leadership communautaire continuent de faciliter l'établissement de ces relations.

L'équipe du projet de résilience verte a organisé une réunion de synthèse stratégique pour que les partenaires puissent se rencontrer et faire le point sur ce qu'ils ont appris en organisant les dialogues, ainsi que pour discuter de la manière dont ces dialogues ont éclairé leur travail en cours et identifier les axes de collaboration potentiels. Certains partenaires ont donné des exemples de stratégies de défense des intérêts et de communication qui les ont aidés à rapprocher les différents cercles militants (spécialistes par exemple, des changements climatiques, de la sécurité des revenus, de la justice raciale, du travail) et qui pourraient être adoptés dans d'autres communautés partenaires. Nous avons fait circuler un formulaire qui permet aux partenaires de prendre contact les uns avec les autres dans le sillage du projet afin de coordonner les futures initiatives de collaboration.

## Des occasions de favoriser des discussions continues sur les solutions sont identifiées.

La majorité de nos partenaires ont souligné que les membres de la communauté ont exprimé un intérêt clair à poursuivre le dialogue et à réfléchir à des solutions aux problèmes auxquels les communautés sont confrontées. Notre partenaire à Terre-Neuve a indiqué que le dialogue « semblait susciter l'intérêt des gens pour créer une action collective locale sur la question du revenu garanti en particulier », tandis que notre partenaire à Lockeport a rapporté que « chaque échange a été l'occasion d'exprimer l'intérêt à poursuivre le dialogue sur tous les sujets et concepts discutés ».

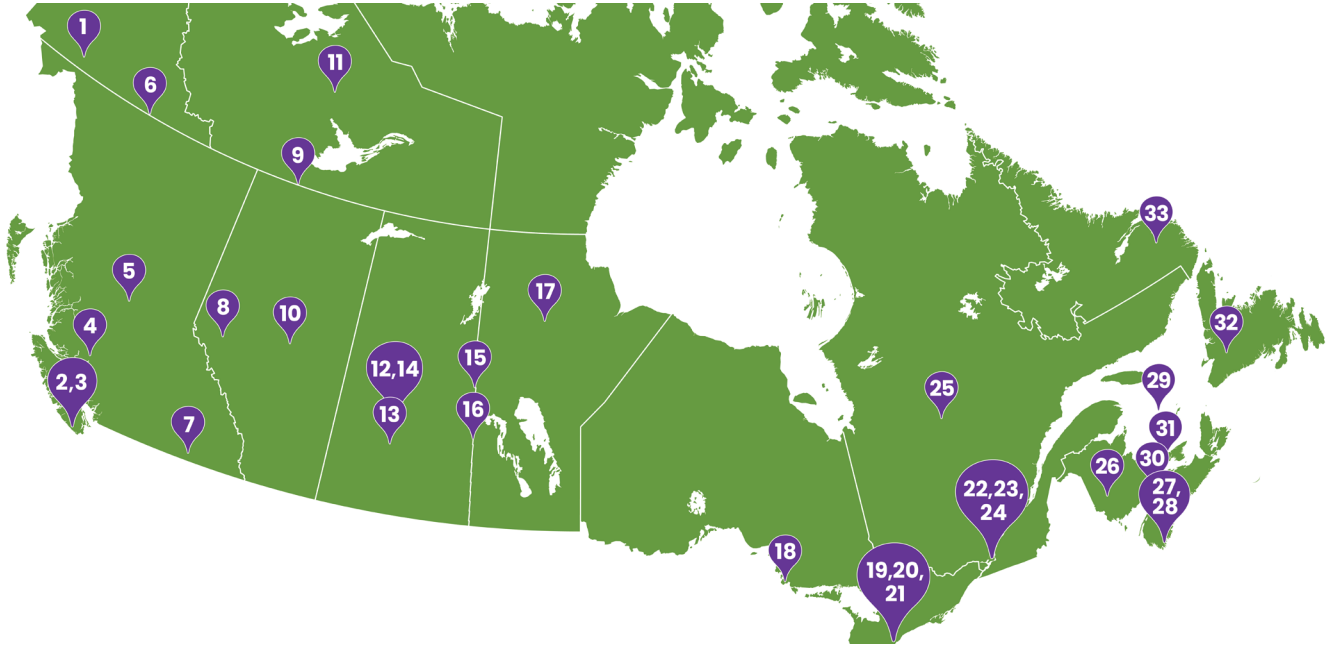
Selon certains partenaires, la question de savoir si le dialogue créerait d'autres occasions pour les membres de la communauté d'explorer des solutions s'accompagne d'incertitudes et d'obstacles. Notre partenaire dans les Territoires du Nord-Ouest a indiqué que « le dialogue a été conçu comme un projet ponctuel, [laissant] peu ou pas de place pour la planification et la mise en œuvre d'actions à long terme ».

Les partenaires ont identifié peu de plans concrets pour poursuivre de la planification des solutions. Certains ont souligné la nécessité d'un financement supplémentaire ou d'un soutien gouvernemental pour faciliter ce travail. Il y a un intérêt évident dans toutes les communautés, mais sans ressources pour aller de l'avant, la poursuite des actions est limitée.



*Des organisateurs locaux organisent une assemblée publique pour un nouveau pacte vert à Yellowknife en 2019 avec le soutien de 350.org. Il est urgent de planifier des solutions à long terme, car les changements climatiques et l'insécurité des revenus menacent les moyens de subsistance des collectivités partout au Canada.*

## 4. À propos des partenaires communautaires et des participants aux dialogues



Vingt-huit partenaires communautaires ont participé au projet de résilience verte, ils ont organisé 33 dialogues communautaires. Les partenaires communautaires représentaient un large éventail de domaines d'intérêt : des organisations environnementales, des organisations de lutte contre la pauvreté, un travailleur de la santé, un chercheur en politiques de santé, des communautés ou des organismes dirigés par des Autochtones, des sites pilotes sur le revenu garanti, un travailleur des arts et de la culture, trois organismes axés sur la jeunesse, un groupe de réflexion, une organisation communautaire de développement économique et une organisation agricole basée sur ses adhérents.

Diverses collectivités urbaines, rurales et éloignées ont participé et des dialogues ont eu lieu dans toutes les provinces et tous les territoires, à l'exception du Nunavut. La propagation rapide de la COVID-19 a empêché notre partenaire désigné au Nunavut d'organiser un dialogue en personne sécuritaire dans la fenêtre de temps disponible pour ce projet.

Les partenaires communautaires ont été incités à inviter des participants de tous horizons, en mettant l'accent sur les personnes touchées par les changements climatiques ou d'autres problèmes environnementaux, les personnes à faibles revenus, les personnes ayant vécu la pauvreté ou l'itinérance, les personnes autochtones et racialisées, les personnes handicapées ou ayant des problèmes de santé, les personnes travaillant dans la défense du climat ou de la sécurité des revenus ou les personnes dont les moyens de subsistance sont touchés par les changements climatiques ou l'insécurité des revenus. Cela a été réalisé avec plus ou moins de succès.

Pour les partenaires qui ont réussi à recruter un large éventail de participants, cette diversité

a pris des formes très différentes selon les communautés. Dans certains cas, cela signifiait une diversité d'expériences vécues et de niveaux de revenu, mais peu de diversité culturelle. Dans d'autres, c'était l'inverse. Certains partenaires communautaires se sont concentrés sur des participants qui reliaient un point commun, comme les moyens de subsistance (p. ex. agriculture, arts et culture), l'âge ou la foi.

Vous trouverez ci-dessous 33 portraits généraux décrivant les communautés et leurs membres qui ont participé aux dialogues du projet de résilience verte. Nous avons inclus des renseignements fournis par les partenaires

communautaires qui décrivent les changements climatiques et les facteurs liés à la sécurité des revenus qui ont une influence sur les collectivités. Nous avons également inclus des informations démographiques générales sur les participants.

Des détails supplémentaires sur chaque dialogue communautaire se trouvent dans le volume C de ce rapport. Les rapports de synthèse communautaire complets sont consultables à l'adresse suivante : volume B.

Les portraits des communautés sont répertoriés par lieu, d'ouest en est :

1

**Lieu :** Whitehorse (Yukon)

**Nom du partenaire :** BYTE – Empowering Youth Society

**Description des participants :** Des jeunes (une majorité entre 20 et 30 ans, quelques adolescents); Une majorité de résidents urbains; Une minorité identifiée comme Autochtone/PANDC; La majorité d'entre eux se sont identifiés comme ayant des revenus moyens; Certains étaient membres d'un syndicat; Les participants représentaient un large éventail de secteurs professionnels.

**Contexte en matière de changements climatiques et de sécurité des revenus :** Situation nordique; Impacts des changements climatiques, notamment la hausse des températures moyennes; Phénomènes météorologiques extrêmes, notamment des inondations; Dégel du pergélisol; Pénurie alimentaire; Pénurie de logements; Le salaire minimum est inférieur au salaire vital; Impacts constatés des changements climatiques et de la consommation de substances sur la santé mentale

**Type de sensibilisation :** Médias sociaux; Affiches

**Format de dialogue :** Dialogue de groupe virtuel

2

**Lieu :** Shirley (Colombie-Britannique)

**Nom de la partenaire :** Alysha Jones (coprésidente du Intersectionality and Truth and Reconciliation Committee, Association canadienne des infirmières et infirmiers pour l'environnement et membre du District of Sooke's Climate Action Committee)

**Description des participants :** Diversité des professions représentées; Large tranche d'âge; Diversité d'expériences vécues; Aucun ne s'est identifié comme étant à faible revenu ou PANDC

**Contexte en matière de changements climatiques et de sécurité des revenus :** Lieu rural; Dépendance historique et actuelle à l'égard de l'exploitation forestière et de la sylviculture; A connu des phénomènes météorologiques extrêmes; Impact social et écologique de l'industrie; Problèmes de qualité de l'eau relevés

**Type de sensibilisation :** Liste de diffusion par courriel; Médias sociaux; Invitation directe

**Format de dialogue :** Dialogue de groupe virtuel



3

**Lieu :** Sooke (Colombie-Britannique)

**Nom de la partenaire :** Alysha Jones (coprésidente du Intersectionality and Truth and Reconciliation Committee, Association canadienne des infirmières et infirmiers pour l'environnement et membre du District of Sooke's Climate Action Committee)

**Description des participants :** Des jeunes (âgés de 11 à 17 ans); Des aînés; Des propriétaires de petites entreprises; Des chômeurs

**Contexte en matière de changements climatiques et de sécurité des revenus :** Communauté en évolution rapide; Historiquement une ville forestière / de pêcheurs; A connu une augmentation de la population; Vulnérable aux impacts climatiques  
**Type de sensibilisation :** Invitations directes; Courriel; Médias sociaux

**Format de dialogue :** Dialogues de groupe en personne; Dialogues de groupe virtuels

4

**Lieu :** Colombie-Britannique, principalement vallée du bas Fraser et île de Vancouver

**Nom du partenaire :** Le Columbia Institute

**Description des participants :** Élus locaux : maires, directeurs régionaux, conseillers, conseillers scolaires

**Contexte en matière de changements climatiques et de sécurité des revenus :** Municipalités de différentes tailles; Dans l'ensemble de la province, les municipalités ont connu des phénomènes météorologiques extrêmes; Constat d'une crise du logement et d'une crise de la drogue dans toute la région; Problèmes de sécurité alimentaire relevés dans toute la région

**Type de sensibilisation :** Invitations directes

**Format de dialogue :** Dialogue de groupe virtuel

5

**Lieu :** Colombie-Britannique, principalement des zones urbaines

**Nom du partenaire :** Aboriginal Life In Vancouver Enhancement Society (ALIVE) et North West Indigenous Council (NWIC)

**Description des participants :** La majorité d'entre eux étaient des jeunes autochtones urbains vivant hors réserve; Des défenseurs des intérêts et des fournisseurs de services; Points de vue manquants : membres de la communauté 2SLGBTQ+

**Contexte en matière de changements climatiques et de sécurité des revenus :** Programmes d'aide sociale inadéquats; Sans-abrisme sévère; Toxicomanies intergénérationnelles; Manque de revenu d'emploi stable; Discrimination fondée sur de faibles attentes; Frais de scolarité élevés; Financement fondé sur des distinctions à tous les niveaux de gouvernement; Obstacles à l'accès aux ressources des centres communautaires

**Type de sensibilisation :** Invitations directes au réseau d'individus et d'organismes

**Format de dialogue :** dialogues de groupe virtuels; dialogues de groupe en personne

6

**Lieu :** Yukon et Nord de la Colombie-Britannique

**Nom du partenaire :** Syndicat national des cultivateurs

**Description des participants :** Tous des agriculteurs; Certains travaillent également dans le secteur pétrolier et gazier; Majorité de revenus moyens; Se sont tous identifiés comme blancs

**Contexte en matière de changements climatiques et de sécurité des revenus :** Lieux ruraux; Le dialogue couvre une vaste région; Nordique; Phénomènes météorologiques extrêmes, notamment sécheresse, inondations; Manque de logements abordables; Coût élevé des terres; Revenus vulnérables aux catastrophes climatiques

**Type de sensibilisation :** Invitations directes aux membres et aux non-membres; Médias sociaux

**Format de dialogue :** dialogue de groupe virtuel

7

**Lieu :** West Kootenays (Colombie-Britannique)

**Nom du partenaire :** West Kootenay EcoSociety

**Description des participants :** Faibles revenus; La majorité s'est identifiée comme blancs; Certains se sont identifiés comme étant PANDC; Certains sans logement; Souvent exclus de la planification de l'action et de la transition climatiques

**Contexte en matière de changements climatiques et de sécurité des revenus :** Mélange de lieux ruraux et urbains; Augmentation constatée du coût de la vie;

Impacts des changements climatiques, notamment des changements de température, l'augmentation des précipitations et de la neige; Températures extrêmes; Feux de forêt; Secteur touché : Le tourisme

**Type de sensibilisation :** Invitation directe; Institutionnelle (organismes communautaires); Recommandations

**Format de dialogue :** Téléphone; Courriel; Entrevues en personne

9

**Lieu :** Nord de l'Alberta et Territoires du Nord-Ouest

**Nom du partenaire :** Syndicat national des cultivateurs

**Description des participants :** Agriculteurs, petites et moyennes exploitations; Tous se sont identifiés comme blancs; Tous se sont identifiés comme ayant des revenus intermédiaires

**Contexte en matière de changements climatiques et de sécurité des revenus :** Régions rurales; Lieux éloignés; Le dialogue couvre une vaste région; Nordique; « À l'avant-garde des changements climatiques »; Courtes saisons de croissance; Conditions météorologiques extrêmes; Dégradation des terres agricoles; Insécurité alimentaire; Industries extractives; Suppression forcée des pratiques alimentaires traditionnelles (chasse, pêche)

**Type de sensibilisation :** Invitations directes aux membres et aux non-membres; Médias sociaux

**Format de dialogue :** Dialogue de groupe virtuel

8

**Lieu :** Hinton (Alberta)

**Nom du partenaire :** Iron & Earth

**Description des participants :** La majorité d'entre eux se sont identifiés comme ayant des revenus moyens; Une majorité entre 20 et 60 ans; Personne ne s'est identifié comme 2SLGBTQ+; Personne ne s'est identifié comme racialisé; 50 % travaillent dans des secteurs touchés par les changements climatiques/ la transition énergétique (agriculture, ressources naturelles) ; 50 % se sont identifiés comme des hommes, 50 % comme des femmes

**Contexte en matière de changements climatiques et de sécurité des revenus :** Lieu rural; Dépendance

historique et actuelle à l'égard des industries des ressources (pétrole et gaz, bois, charbon); Changements météorologiques extrêmes, notamment des vagues de froid, des vagues de chaleur, la sécheresse, l'excès de pluie; Élimination progressive du charbon thermique; Directement impacté par la transition énergétique

**Type de sensibilisation :** Invitations directes; Médias sociaux

**Format de dialogue :** dialogue de groupe virtuel

10

**Lieu :** Alberta (principalement Edmonton)

**Nom du partenaire :** Citizens for Public Justice / Just Faith Alberta

**Description des participants :** Dialogue fondée sur la foi: tous se sont identifiés comme chrétiens; Principalement d'Edmonton, un de Calgary, un de Fort McMurray, un d'Olds. Principalement âgés de 40 à 60 ans; Large éventail de professions

**Contexte en matière de changements climatiques et de sécurité des revenus :** L'industrie pétrolière

et gazière est un employeur important dans la région; les entreprises contribuent à un niveau de vie élevé. Les taxes sont faibles et le niveau des installations récréatives et municipales est élevé. Il y a une prise de conscience des phénomènes météorologiques extrêmes et des changements qui touchent notamment la qualité de l'air, mais

la reconnaissance des changements climatiques suscite des préoccupations immédiates concernant les emplois et les moyens de subsistance. Certains ont perçu une instabilité accrue pour les travailleurs de l'industrie pétrolière et gazière; Augmentation du coût des terrains

**Type de sensibilisation :** publipostage électronique spécifique au lieu; Courriel direct; Invitations téléphoniques

**Format de dialogue :** dialogue de groupe virtuel

12

**Lieu :** Nation crie d'Ahtahkakoop, Saskatchewan

**Nom du partenaire :** Centre de santé Ahtahkakoop

**Description des participants :** Discussion dirigée par des Autochtones; Jeunes; Aînés

**Contexte en matière de changements climatiques et de sécurité des revenus :** Lieu éloigné; Changements de temps et événements météorologiques extrêmes; La sécurité alimentaire est impactée par la transition énergétique

**Type de sensibilisation :** Dialogue de groupe en personne

**Format de dialogue :** Médias; Invitation directe; Médias sociaux; Affiches

13

**Lieu :** Saskatoon (Saskatchewan)

**Nom du partenaire :** Saskatoon Poverty Reduction Partnership

**Description des participants :** La majorité d'entre eux se sont identifiés comme ayant des revenus moyens; Une minorité a vécu l'expérience de la pauvreté; Une minorité s'est identifiée comme autochtone

**Contexte en matière de changements climatiques et de sécurité des revenus :** Lieu urbain; Insécurité alimentaire; Manque de logements abordables; Phénomènes météorologiques extrêmes, notamment les fortes chaleurs et les pluies et neiges excessives; Changements dans la vitesse du vent

**Type de sensibilisation :** Médias sociaux; Invitation directe: Institutionnelle (organismes communautaires) et réseau existant

**Format de dialogue :** Dialogue de groupe virtuel

11

**Lieu :** Territoires du Nord-Ouest

**Nom du partenaire :** Ecology North

**Description des participants :** Divers participants de tous les territoires; Absence d'une forte représentation des régions de Sahtu et d'Inuvik

**Contexte en matière de changements climatiques et de sécurité des revenus :** L'environnement nordique sensible et éloigné exacerbe et intensifie le large éventail d'impacts causés par les changements environnementaux et climatiques par rapport à d'autres régions du Canada. Ces problèmes interdépendants sont notamment les coûts accrus de la production et du transport alimentaires, les insécurités croissantes entourant la qualité et l'accessibilité des aliments traditionnels, la crise du logement généralisée et l'instabilité des revenus.

**Type de sensibilisation :** Invitations ouvertes à 33 communautés

**Format de dialogue :** Événement de groupe virtuel (et téléphonique)

14

**Lieu :** Nation crie de Beardy's et Okemasis, Saskatchewan

**Nom du partenaire :** Centre de santé de Willow creek

**Description des participants :** Dialogue dirigé par des Autochtones; Jeunes (4e année); Aînés

**Contexte en matière de changements climatiques et de sécurité des revenus :** Lieu éloigné; 40 % des membres comptent sur l'aide au revenu; Changements météorologiques extrêmes, notamment des changements de température, déficit de précipitations, impacts négatifs sur les populations d'animaux sauvages; Mauvaises conditions de croissance pour la nourriture; Pénurie de logements; Identité culturelle forte

**Type de sensibilisation :** Invitations directes au groupe des aînés; Invitation directe dans l'institution (école)

**Format de dialogue :** Deux dialogues de groupe en personne : un avec les aînés, un avec les jeunes

15

**Lieu :** Flin Flon (Manitoba)

**Nom du partenaire :** Flin Flon Neighbourhood Revitalization Corporation

**Description des participants :** Résidents de Flin Flon; Se sont identifiés comme ayant des revenus moyen; Certains se sont identifiés comme étant PANDC; Quelques inconnus

**Contexte en matière de changements climatiques et de sécurité des revenus :** Lieu rural; Lieu nordique; Phénomènes météorologiques extrêmes; Fermeture imminente de la mine; Déclin de la population; Insécurité des revenus

**Type de sensibilisation :** Médias; Invitations directes; Médias sociaux

**Format de dialogue :** Événement hybride avec groupe en personne et participants virtuels

16

**Lieu :** Saskatchewan et Manitoba

**Nom du partenaire :** One House Many Nations (OHMN)

**Description des participants :** Membres du réseau One House Many Nations; La plupart se sont identifiés comme Autochtones

**Contexte en matière de changements climatiques et de sécurité des revenus :** Augmentation de l'extraction des ressources dans la région; Augmentation des travaux d'infrastructure ayant une incidence sur l'environnement local (collectivité non consultée); Fluctuations météorologiques extrêmes ayant une incidence sur l'accès aux matériaux, aux cérémonies, aux événements culturels et au travail; Sécheresse; Présence accrue de tiques; Constat d'itinérance en raison des impacts climatiques tels que les incendies, les inondations; Préoccupation concernant l'état des routes de glace et l'accessibilité; Pénurie de logements constatée; Nombreux impacts du colonialisme; Taux de chômage élevé chez les jeunes

**Type de sensibilisation :** Invitation directe au réseau OHMN

**Format de dialogue :** Dialogue de groupe virtuel

17

**Lieu :** Churchill/Wabowden/Thompson (Manitoba)

**Nom du partenaire :** Community Futures North Central Development

**Description des participants :** Résidents de Churchill, Wabowden et Thompson, MB

**Contexte en matière de changements climatiques et de sécurité des revenus :** Lieu nordique; Lieux ruraux; Secteurs touchés par les changements climatiques et la transition énergétique : écotourisme, agriculture; Impacts des changements climatiques, notamment la chaleur extrême, les modifications de la saison de croissance, les impacts sur l'habitat faunique

**Type de sensibilisation :** Médias; Invitations directes; Médias sociaux

**Format de dialogue :** Dialogue de groupe virtuel

18

**Lieu :** Sault Ste. Marie (Ontario)

**Nom du partenaire :** Crane Institute for Sustainability

**Description des participants :** La majorité des participants se sont identifiés comme ayant des revenus moyens; Certains ont vécu l'expérience de la pauvreté; La majorité ne s'est pas identifiée comme étant des personnes de couleur; Diversité des secteurs d'emploi représentés; Les participants aux entrevues avec des répondants clés constituaient un échantillon représentatif d'intervenants universitaires et gouvernementaux

**Contexte en matière de changements climatiques et de sécurité des revenus :** Lieu nordique; Lieu urbain; Sécurité alimentaire; Logement abordable; Infrastructure; (Manque de) diversité économique dominée par l'industrie et le commerce de détail; La communauté fait face à des défis en matière d'éducation, de santé et de revenu

**Type de sensibilisation :** Invitations directes; Médias; Médias sociaux

**Format de dialogue :** Dialogue communautaire virtuel; Entrevues avec des répondants clés

19

**Lieu :** Hamilton (Ontario)

**Nom du partenaire :** Hamilton Roundtable for Poverty Reduction

**Description des participants :** Participants au projet pilote sur le revenu garanti; Certains participants ont vécu l'expérience de la pauvreté; Activistes communautaires et organisateurs ayant une expertise en matière de revenu garanti et/ou de justice climatique

**Contexte en matière de changements climatiques et de sécurité des revenus :** Site pilote sur le revenu garanti (2017 – 2019); Constat de l'augmentation du coût de la vie; Insécurité alimentaire; Itinérance; A connu des températures extrêmes

**Type de sensibilisation :** Invitations directes à un réseau d'organisations

**Format de dialogue :** Dialogue de groupe virtuel

20

**Lieu :** St. James Town à Toronto, Ontario

**Nom du partenaire :** St. James Town Community Co-op

**Description des participants :** Se sont principalement identifiés comme personnes de couleur; La majorité d'entre eux se sont identifiés comme immigrants; Large tranche d'âge; Majorité à faibles revenus, certains à revenus moyens; Minorité s'étant identifiée comme handicapée; Certains ont vécu l'expérience de la pauvreté; Point de vue manquant: membres de la communauté 2SLGBTQ+

**Contexte en matière de changements climatiques et de sécurité des revenus :** Quartier extrêmement diversifié sur le plan culturel; Densité de population

18 fois supérieure à celle de la ville de Toronto; Majorité de nouveaux arrivants, dont beaucoup sont hautement qualifiés ou instruits (49 % des résidents ont un diplôme en enseignement supérieur); Pourcentage plus élevé que la moyenne de ménages à faibles revenus malgré un taux d'emploi supérieur à la moyenne; Insécurité alimentaire; Vulnérabilité aux impacts des changements climatiques comme les conditions météorologiques extrêmes

**Type de sensibilisation :** Invitations directes; Médias sociaux; Messagerie électronique

**Format de dialogue :** Deux dialogues de groupe virtuels

21

**Lieu :** Haliburton/Ville de Kawartha Lakes/Brock (Ontario)

**Nom de la partenaire :** Joli Scheidler, baccalauréat, BEd, M.A., Doctorante, Université York – Politique et équité en santé

**Description des participants :** Mélange de revenus faibles, moyens et élevés; Certains ont vécu l'expérience de la pauvreté; Diversité de secteurs professionnels représentés; Large tranche d'âge

**Contexte en matière de changements climatiques et de sécurité des revenus :** Mélange de lieux éloignés et ruraux; Comprend le site pilote sur le revenu garanti (Lindsay, 2017 – 2019); A connu un épisode de chaleur extrême et des tempêtes intenses; Les secteurs du tourisme et de l'agriculture sont touchés par les changements climatiques; L'insécurité des revenus touche les bas salaires, les emplois saisonniers, les emplois contractuels

**Type de sensibilisation :** Invitations directes aux contacts par e-mail; Médias; Médias sociaux; Appels téléphoniques

**Format de dialogue :** Entrevues individuelles; Réunions virtuelles; Réunions de groupe et réponses par e-mail

22

**Lieu :** Montréal (Québec)

**Nom du partenaire :** Y4Y Québec

**Description des participants :** Majorité de jeunes; Tous identifiés comme Philippins; La plupart se sont identifiés comme ayant des revenus moyens ou comme n'étant pas encore en âge de travailler; Tous étaient membres d'un groupe confessionnel

**Contexte en matière de changements climatiques et de sécurité des revenus :** Lieu urbain; La ville a connu des phénomènes météorologiques extrêmes; Hausse constatée du coût de la vie

**Type de sensibilisation :** Invitation directe : groupe confessionnel communautaire

**Format de dialogue :** Dialogue de groupe virtuel

23

**Lieu :** Montréal (Québec)

**Nom du partenaire :** Y4Y Québec

**Description des participants :** Majorité de professionnels/à revenus moyens; Étudiants; Jeunes; Certains se sont identifiés comme blancs; Certains se sont identifiés comme PANDC

**Contexte en matière de changements climatiques et de sécurité des revenus :** Lieu urbain; La ville a connu des phénomènes météorologiques extrêmes; Hausse constatée du coût de la vie

**Type de sensibilisation :** Invitations directes au réseau; Médias sociaux

**Format de dialogue :** Dialogue de groupe virtuel

25

**Lieu :** Partout au Canada (principalement au Québec)

**Nom de la partenaire :** L'organisatrice culturelle Amanda Vincelli

**Description des participants:** Tous se sont identifiés comme artistes et travailleurs culturels; Large éventail de rôles au sein du secteur culturel; Âgés de 20 à 60 ans; La majorité d'entre eux se sont identifiés comme ayant des revenus moyens ou faibles; 35 % ont vécu l'expérience de la pauvreté; 42 % ont déclaré que leurs moyens de subsistance avaient été gravement affectés par la pandémie; 10 des 31 personnes se sont identifiées comme étant des personnes de couleur; Le point de vue autochtone est sous-représenté.

**Contexte en matière de changements climatiques et de sécurité des revenus :** Sensibilisation générale aux impacts climatiques; Précarité des revenus dans le secteur

**Type de sensibilisation :** Invitations directes; Promotion par l'intermédiaire d'organismes communautaires (plus de 50), de réseaux et de leaders culturels, en mettant l'accent sur les artistes et les animateurs communautaires autochtones, noirs et autres personnes de couleur; Médias sociaux; Médias; Bulletins.

**Format de dialogue :** Deux dialogues de groupe virtuels: un en anglais, un en Français

24

**Lieu :** Montréal (Québec)

**Nom du partenaire :** Coalition Climat Montréal

**Description des participants :** Un peu plus d'un tiers des participants avait moins de 20 ans et les autres étaient âgés de 20 à 60 ans et plus; Une minorité s'est identifiée comme personnes de couleur; Une majorité avait des revenus faibles à moyens; Certains avaient des revenus élevés; Petite minorité ayant vécu l'itinérance ou la pauvreté

**Contexte en matière de changements climatiques et de sécurité des revenus :** Lieu urbain; La ville a subi des impacts climatiques, notamment des vagues de chaleur et le smog; Insécurité alimentaire; Augmentation des prix des logements locatifs; Grandes disparités de revenus; Quelques solutions en cours telles que l'agriculture urbaine, l'aide alimentaire, la mise en commun des biens et services

**Type de sensibilisation :** Invitations envoyées à un réseau de 34 organisations

**Format de dialogue :** Dialogue de groupe virtuel

26

**Lieu :** Fredericton (Nouveau-Brunswick)

**Nom du partenaire :** Conseil de la conservation du Nouveau-Brunswick

**Description des participants :** La majorité d'entre eux se sont identifiés comme ayant des revenus moyens; Certains ont vécu l'insécurité des revenus; Absence notée de PANDC; Présence de résidents, d'animateurs communautaires et de militants

**Contexte en matière de changements climatiques et de sécurité des revenus :** Lieu urbain; A connu des phénomènes météorologiques extrêmes, notamment des inondations; Pénurie de logements abordables; Forte demande d'énergie due au chauffage électrique; Présence d'inégalités de revenus

**Type de sensibilisation :** Médias sociaux; Invitation directe: réseaux d'organisations communautaires

**Format de dialogue :** Dialogue de groupe virtuel

27

**Lieu :** Lockeport (Nouvelle-Écosse)

**Nom du partenaire :** Centre for Local Prosperity

**Description des participants :** Large tranche d'âge (10 à 100 ans); Démographie représentative de la communauté

**Contexte en matière de changements climatiques et de sécurité des revenus :** Impacts importants des changements climatiques, notamment l'élévation du niveau de la mer et de la température de l'eau; Lieu rural; Forte dépendance économique à l'égard d'une ressource naturelle (pêche); Vulnérabilité des infrastructures

**Type de sensibilisation :** Invitation directe; Médias sociaux

**Format de dialogue :** Entrevues en personne; Entrevues virtuelles

28

**Lieu :** Lockeport (Nouvelle-Écosse)

**Nom du partenaire :** Centre for Local Prosperity

**Description des participants :** Jeunes (de la 10e à la 12e année)

**Contexte en matière de changements climatiques et de sécurité des revenus :** Impacts importants des changements climatiques, notamment l'élévation du niveau de la mer et de la température de l'eau; Lieu rural; Forte dépendance économique à l'égard d'une ressource naturelle (pêche); Vulnérabilité des infrastructures

**Type de sensibilisation :** Invitation directe : Institution (école)

**Format de dialogue :** Dialogue de groupe en personne

29

**Lieu :** Canada atlantique

**Nom du partenaire :** Syndicat national des cultivateurs

**Description des participants :** Participants de toute la région; Agriculteurs, principalement de petites exploitations diversifiées; Se sont identifiés comme ayant des revenus faibles ou moyens; Certains ont vécu l'expérience de la pauvreté, de l'itinérance; Aucun ne s'est identifié comme PANDC

**Contexte en matière de changements climatiques et de sécurité des revenus :** Secteur touché par les changements climatiques et la transition énergétique (agriculture); Lieux ruraux; Le dialogue couvre une vaste région; Événements et changements météorologiques extrêmes, notamment des fluctuations de température; Dépeuplement des zones rurales

**Type de sensibilisation :** Invitations directes aux membres; Médias sociaux

**Format de dialogue :** Dialogue de groupe virtuel

30

**Lieu :** La région de Tantramar, Nouveau-Brunswick

**Nom du partenaire :** Groupe Aster/Margaret Tusz-King

**Description des participants :** Diversité de professions et d'expériences vécues; Participants de toute la région; Se sont identifiés comme ayant des revenus faibles ou moyens; 30 % ont vécu l'expérience de la pauvreté; 21 % se sont identifiés comme handicapés

**Contexte en matière de changements climatiques et de sécurité des revenus :** Impacts importants des changements climatiques, notamment l'élévation du niveau de la mer; Phénomènes météorologiques extrêmes; Vulnérabilité des infrastructures ; Lieux mixtes ruraux et urbains; Revenu médian plus faible et impacts sur la santé qui y sont associés

**Type de sensibilisation :** Invitations directes; Médias sociaux; Invitations via un organisme communautaire

**Format de dialogue :** Événement en personne; Événement virtuel

31

**Lieu :** Île-du-Prince-Édouard

**Nom du partenaire :** PEI Working Group for Livable Income /Cooper Institute

**Description des participants :** Large éventail de professions et d'expériences vécues; Participants de toute la région; Se sont identifiés comme ayant des revenus faibles ou moyens; Certaines personnes se sont identifiées comme PANDC

**Contexte en matière de changements climatiques et de sécurité des revenus :** Lieux mixtes éloignés/ ruraux/urbains; Revenus inférieurs au revenu moyen national dans l'ensemble de la province; Présence de secteurs touchés par les changements climatiques (pêche, agriculture, tourisme); Phénomènes météorologiques extrêmes; Présence d'une forte influence corporative dans la province

**Type de sensibilisation :** Invitations directes

**Format de dialogue :** Dialogue de groupe virtuel

33

**Lieu :** Labrador

**Nom du partenaire :** Dan Meades (coordonnateur provincial, Transition House Association of Newfoundland and Labrador)

**Description des participants :** De toute la province; Gamme d'expériences vécues; Représentation importante du secteur privé

**Contexte en matière de changements climatiques et de sécurité des revenus :** A connu des phénomènes météorologiques extrêmes; Présence d'une industrie minière influente; Des taux de pauvreté beaucoup plus élevés que la moyenne nationale; Isolé géographiquement/politiquement

**Type de sensibilisation :** Invitations directes

**Format de dialogue :** Événement de groupe virtuel; Entrevues individuelles

32

**Lieu :** Terre-Neuve

**Nom du partenaire :** Dan Meades (coordonnateur provincial, Transition House Association of Newfoundland and Labrador)

**Description des participants :** De toute la province; Diversité d'expériences vécues; Diversité de professions

**Contexte en matière de changements climatiques et de sécurité des revenus :** A connu des phénomènes météorologiques extrêmes; Présence d'une industrie pétrolière influente; Des taux de pauvreté supérieurs à la moyenne nationale; Isolé géographiquement/politiquement

**Type de sensibilisation :** Invitations directes

**Format de dialogue :** Événement de groupe virtuel; Entrevues individuelles



*Une route de glace traversant le fleuve Mackenzie à Tsiigehtchic, dans les Territoires du Nord-Ouest. Les changements climatiques menacent les moyens de subsistance de nombreuses collectivités nordiques qui dépendent des routes de glace pour le transport et l'accès.*



## 5. Ce que nous avons entendu : De quoi les participants ont-ils parlé lors de leurs dialogues communautaires?

Les dialogues communautaires du projet de résilience verte ont rassemblé un large éventail d'expériences, d'histoires, d'idées et de points de vue. Certains d'entre eux étaient particuliers à une région, à la taille des communautés, à l'âge ou à d'autres caractéristiques démographiques des participants, tandis que d'autres étaient communs aux divers types de participants et de communautés. Ce qui suit est un résumé des thèmes clés qui ont surgi au cours des dialogues et qui ont été identifiés par l'équipe de projet. Nos partenaires ont parlé de très nombreuses interactions entre les changements climatiques et la sécurité des revenus, et la liste qui suit n'est certainement pas exhaustive.

Les participants ont évoqué les difficultés financières et les impacts climatiques qu'ils subissent et la façon dont ils se recoupent les uns avec les autres. Ils ont décrit des solutions qui pourraient réduire les émissions de gaz à effet de serre et accroître la résilience aux impacts climatiques tout en assurant la prospérité, la stabilité et une meilleure qualité de vie pour tous les membres de leurs communautés. Ils ont également parlé des soutiens et des processus dont leurs communautés auraient besoin pour mettre en œuvre ces solutions.

Quatre grands thèmes ont émergé :

- 1** | Les Canadiens, en particulier ceux qui vivent dans l'insécurité des revenus ou d'autres formes de précarité financière, sont de plus en plus exposés aux impacts climatiques, mais sont souvent dans l'incapacité de participer à des solutions climatiques proportionnées en raison d'obstacles systémiques.
- 2** | Les gens veulent que leurs communautés soient résilientes face aux changements climatiques et à l'insécurité des revenus. Ils s'intéressent à des solutions qui apportent des améliorations tangibles à leur vie, notamment des aliments cultivés localement accessibles et abordables, des logements et des transports en commun écoénergétiques, ainsi que des économies, des infrastructures et des services locaux renforcés.
- 3** | Les gens sont sceptiques quant à leur capacité à prendre des mesures significatives contre les changements climatiques et l'insécurité des revenus en raison de leur influence limitée sur les problèmes structurels et systémiques par rapport aux gouvernements et aux entreprises. Beaucoup estiment que l'efficacité des actions individuelles est limitée et que les gouvernements ne prennent pas suffisamment de mesures pour résoudre ces problèmes.
- 4** | Les communautés sont prêtes à agir, mais manquent de capacité d'action politique et économique pour apporter l'ampleur du changement nécessaire. Les gouvernements

doivent relever ce défi en adoptant des politiques transformatrices qui s'attaquent aux causes profondes des changements climatiques et de l'insécurité des revenus tout en donnant aux communautés les moyens de prendre des mesures autogérées.

## A. Identifier les défis : Impacts et risques climatiques dans l'environnement naturel

Les participants de l'ensemble du pays ont décrit les modifications de leur environnement naturel causées par les changements climatiques et qui ont une incidence sur leurs finances, leur santé, leur sécurité et leur bien-être.

Dans certains dialogues, il a été question d'une augmentation des inondations (à l'intérieur des terres et sur les côtes) et de craintes liées à la poursuite de l'élévation du niveau de la mer. Les participants se sont dits préoccupés par la façon dont les inondations pourraient perturber les chaînes d'approvisionnement, empêcher les déplacements et provoquer des dommages aux logements et aux collectivités. Pour la collectivité de Lockeport, l'élévation du niveau de la mer est une préoccupation existentielle, car la ville n'est reliée à la partie continentale de la Nouvelle-Écosse que par une route en remblai. Comme l'a dit un participant au dialogue, « si nous perdons la route, nous perdons Lockeport ». Un participant d'un dialogue sur l'Île-du-Prince-Édouard a dit « on voit l'érosion chaque année – nous perdons des mètres de terres ».

La sécheresse était également une préoccupation dans de nombreuses communautés. À Lockeport et à Sooke, de nombreux membres de la communauté dépendent des puits pour leur alimentation en eau, mais les puits s'assèchent à mesure que le niveau des eaux souterraines baisse. Dans la région de Tantramar, des liens ont été établis entre la

sécheresse et l'augmentation de l'insécurité alimentaire et des risques sanitaires dus à la chaleur extrême. À Churchill, les participants s'inquiétaient de la façon dont la sécheresse pourrait accroître l'exposition de la collectivité aux feux de forêt.

Plusieurs collectivités ont mentionné une augmentation du nombre de feux de forêt et de la présence de fumée associée à ces feux. À Flin Flon, c'était la plus grande préoccupation liée aux changements climatiques. Un participant a raconté qu'au cours de l'été dernier, son conjoint avait préparé un sac d'urgence au cas où ils devraient évacuer rapidement. Il a été souligné que dans certaines Premières Nations, toute perte de logement provoquée par des feux de forêt exacerberait le problème existant des logements surpeuplés.

**« On voit l'érosion chaque année – nous perdons des mètres de terres »**

De nombreux participants ont observé une augmentation du nombre de tempêtes et de phénomènes météorologiques violents. Cela endommage les biens et perturbe leur vie quotidienne en créant des conditions de conduite et de marche dangereuses, en contraignant les écoles à fermer, en provoquant des pannes de courant et en affectant les moyens de subsistance, en particulier dans le secteur agricole.

Le changement saisonnier était un autre thème fréquemment discuté, notamment la chaleur extrême pendant l'été combinée à des hivers plus doux, mais aussi des périodes



*En 2021, des inondations sans précédent dans le sud-ouest de la Colombie-Britannique ont forcé plus de 15 000 personnes à fuir leur foyer.*

de froid extrême. Les participants ont fait remarquer que ce type de temps touche de façon disproportionnée les personnes les plus vulnérables de leur communauté, comme les sans-abri et les aînés. Les participants de la Colombie-Britannique ont discuté du dôme de chaleur de l'été dernier qui a causé 600 décès, le décrivant comme un « énorme signal d'alarme ». Un participant de Sooke a raconté comment leur famille avait été forcée de prendre une chambre d'hôtel pendant quelques jours parce qu'ils n'avaient pas la climatisation à la maison. Dans les collectivités nordiques et éloignées, les participants ont expliqué comment des hivers plus doux créent des conditions de circulation imprévisibles sur les routes d'hiver, ce qui interfère avec les loisirs, le transport et l'importation de biens essentiels comme le combustible de chauffage.

Certaines communautés, en particulier les communautés rurales et éloignées, ont observé des changements dans les populations animales et une augmentation des ravageurs. Plusieurs collectivités du Nord ont déclaré avoir commencé à voir des tiques, alors que, comme l'a souligné un participant d'une Première Nation de la Saskatchewan, « dans la

mémoire collective nehiyaw, aucune tique n'a jamais vécu dans le territoire visé par le Traité no 6 ». Un autre participant du même dialogue a décrit comment les coléoptères ont décimé les forêts environnantes, diminuant l'approvisionnement local en bois d'œuvre et en bois de chauffage.

## **B. Identifier les défis : Expériences d'insécurité des revenus**

De nombreux groupes ont discuté des défis économiques auxquels eux et leur entourage sont confrontés. Ils ont noté que l'insécurité des revenus n'est pas répartie également – les communautés rurales, les femmes, les personnes handicapées, les nouveaux arrivants, les personnes 2SLGBTQ+ et les personnes PANDC sont touchées de manière disproportionnée. Les participants de St. James Town ont expliqué devoir jongler avec trois ou quatre emplois juste pour survivre. Les participants issus du secteur des arts et de la culture ont déclaré que la diminution du financement et l'intensification de la concurrence ont accru la précarité économique dans leur secteur, exacerbée par la disparition générale des emplois permanents. Les participants de la région d'Edmonton ont souligné que cette

précarité économique croissante touche également le secteur pétrolier et gazier, dans lequel des emplois sont supprimés en raison de l'automatisation, de nombreux postes sont contractuels et où l'embauche de travailleurs migrants a augmenté.

L'inflation et l'augmentation du coût de la vie ont créé des défis économiques supplémentaires. Les participants à l'ensemble des dialogues ont souligné que ni les salaires ni les aides au revenu n'ont suivi l'inflation. La hausse du coût de l'essence et l'absence de systèmes de transport en commun robustes rendent le transport plus difficile et plus coûteux, en particulier pour les personnes confrontées à l'insécurité des revenus. Le coût élevé des frais de scolarité a également été mentionné par plusieurs jeunes participants comme contribuant à l'insécurité des revenus.

Les participants ont également discuté du manque de logements abordables dans leurs collectivités, et en particulier de l'augmentation des loyers et des prix des logements, de la hausse des expulsions et, dans certaines collectivités autochtones, du manque de logements adéquats dès le départ. Certains participants à Vancouver ont souligné les conditions de vie dangereuses dans les logements d'une seule pièce et d'autres possibilités de logement à faible revenu. Un autre participant de la Colombie-Britannique a expliqué « qu'auparavant une partie de l'île [de Vancouver] était abordable, mais au cours des dernières années, les prix des logements ont grimpé en flèche ». Au Labrador, les participants ont déclaré qu'il y avait un problème d'« itinérance chronique » et que le système d'hébergement était « saturé » – des préoccupations qui ont été reprises dans de nombreux dialogues.

La pandémie et les pertes d'emploi qui en découlent ont exacerbé l'insécurité financière et accru les inégalités économiques. Comme l'ont fait remarquer les participants au dialogue de l'Île-du-Prince-Édouard, « Depuis la COVID-19, l'écart entre les riches et les pauvres sur l'Île-du-Prince-Édouard s'est creusé. » La COVID-19 a exacerbé un niveau de précarité qui, selon les participants, ne fera qu'augmenter à mesure que la crise climatique s'aggravera.

### C. Identifier les défis : Liens entre les impacts climatiques et l'insécurité des revenus

Après avoir parlé de certains des défis environnementaux et économiques auxquels ils sont confrontés, les participants ont décrit les nombreuses façons dont ces défis sont liés. Les participants ont évoqué certains des coûts liés à la protection contre les impacts climatiques directs et indirects, tels que la possibilité d'installer et de payer la climatisation ou de financer les coûts de chauffage supplémentaires. Un participant de St. James Town a déclaré que :

« Quand c'est l'hiver, votre facture de chauffage augmente. Et quand c'est l'été, à cause de l'humidité, votre facture de climatisation augmente, si vous avez la climatisation. Donc, cela nous affecte économiquement, lorsque nous devons décider quoi faire de notre argent... Devons-nous choisir de payer la facture? Ou d'avoir faim? »

Les autres coûts liés aux changements climatiques sont notamment le paiement des réparations du logement ou de l'équipement suite aux dégâts causés par des conditions météorologiques extrêmes, la hausse des taux d'assurance ou même la possibilité

de déménager dans un endroit plus sûr en réponse à une catastrophe naturelle ou en prévision de celle-ci. Un participant de la Nation crie d'Opaskwayak (qui a participé au dialogue mené par One House Many Nations) a déclaré qu'il constatait déjà une exacerbation du sans-abrisme à The Pas en raison des déplacements de personnes provoqués par les inondations et les incendies de forêt. Les logements et les quartiers à faible revenu peuvent être davantage exposés aux inondations et aux incendies – par exemple, dans la région de Tantramar, les logements les plus abordables sont situés dans une plaine inondable. Un participant de Hamilton a souligné que la ville a tendance à négliger l'entretien des infrastructures dans les zones à faibles revenus. À Churchill, les hausses du niveau de la nappe phréatique ont causé des inondations dans les sous-sols et tout le monde n'a pas les moyens de payer les réparations. Les participants de Saskatoon ont conclu que « seuls les citoyens les plus aisés de Saskatoon peuvent raisonnablement se permettre d'essayer d'éviter les conséquences des changements climatiques ». Un participant de la région de Tantramar a résumé la situation en disant que « tout est plus difficile quand on est pauvre ».

## Alimentation et agriculture

Les impacts climatiques et l'insécurité des revenus interagissent de nombreuses façons, les impacts sur l'alimentation et l'agriculture étant parmi les plus fréquemment évoqués. De nombreux participants ont décrit les difficultés auxquels eux-mêmes et d'autres membres de la communauté sont confrontés pour accéder à des aliments abordables et sains, en particulier avec les récentes augmentations des prix des aliments. Un participant de Saskatoon qui travaille dans un organisme sans but lucratif a décrit les défis que rencontre l'épicerie

à prix coûtant qu'il exploite, en particulier son combat pour s'assurer que les produits restent abordables pour les clients à revenu fixe. Un participant de Terre-Neuve a souligné que les personnes confrontées à l'insécurité alimentaire pourraient ne pas être en mesure de faire des réserves d'épicerie avant un événement météorologique extrême.

De nombreux participants ont exprimé leurs craintes que dans le cadre du système alimentaire mondialisé les impacts climatiques sur les récoltes et les chaînes d'approvisionnement entraînent une hausse continue des coûts des denrées alimentaires. « Les effets du climat dans une région du monde peuvent faire augmenter le prix des aliments à Fredericton », a reconnu un participant, tandis que les participants à un dialogue du secteur agricole dirigée par le Syndicat national des cultivateurs ont conclu que « les consommateurs se rendent compte que nous ne pouvons pas tenir pour acquis que les étagères des épiceries soient approvisionnées ». Les participants au dialogue mené par le Syndicat national des cultivateurs dans le nord de l'Alberta et les Territoires du Nord-Ouest ont fait remarquer que, bien que leur région compte beaucoup de terres agricoles, la plupart d'entre elles sont utilisées pour cultures commerciales destinées à l'exportation plutôt que pour produire de la nourriture pour les collectivités locales. À Sooke et à Hamilton, les participants ont exprimé leur colère face à la transformation des terres agricoles entourant leurs collectivités respectives en ensembles résidentiels.

À plus petite échelle, les membres de la Première Nation de Beardy et Okemasis ont déclaré qu'ils constataient déjà une diminution des rendements de leurs jardins: « Il n'y a pas d'eau, donc nos pommes de terre sont

petites et ne durent pas aussi longtemps, alors nous devons acheter des pommes de terre, mais leurs prix ont également augmenté. »

**« Seuls les citoyens les plus aisés de Saskatoon peuvent se permettre de façon réaliste d'essayer d'éviter les conséquences climatiques. »**

Les agriculteurs qui ont participé à des dialogues dans le nord de l'Alberta, les Territoires du Nord-Ouest et les provinces de l'Atlantique ont décrit les pressions que les changements climatiques exercent déjà sur leurs moyens de subsistance. L'un d'entre eux est l'augmentation des coûts des intrants, comme la nécessité d'acheter de plus grandes quantités de filets anti-insectes à mesure que les populations de ravageurs augmentent et de

s'équiper d'infrastructures capables de résister à des événements météorologiques plus intenses. La saison de croissance devient de moins en moins prévisible, et des fluctuations météorologiques inhabituelles obligent les agriculteurs à essayer de se préparer à la sécheresse et aux inondations en même temps. En ce qui concerne les éleveurs, leurs animaux souffrent pendant les étés plus chauds et plus secs. L'incertitude générale crée un énorme problème pour les agriculteurs qui tentent de maintenir un modèle d'entreprise durable. En plus des impacts climatiques, la dépendance aux combustibles fossiles que de nombreux agriculteurs subissent les expose de manière disproportionnée à la hausse du coût du carburant.

Alors que les consommateurs s'inquiètent des impacts climatiques sur la disponibilité des aliments, les perturbations des récoltes ou des chaînes d'approvisionnement



*Une ferme à Stewiacke, en Nouvelle-Écosse. La sécurité alimentaire était l'une des questions les plus fréquemment discutées en lien aux changements climatiques et à l'insécurité des revenus lors des dialogues communautaires.*

représentent également une perte de profits pour les agriculteurs. Même pour ceux qui emploient des méthodes de commercialisation directe comme les marchés de producteurs, l'augmentation des coûts des intrants signifie que « les agriculteurs sont dans une situation difficile car ils essaient d'offrir des aliments abordables à leur communauté tout en ne faisant pas de concurrence déloyale à leurs voisins et, bien sûr, en payant leurs propres factures ».

Lors de plusieurs dialogues, les participants ont également noté que le secteur agricole emploie de nombreux travailleurs migrants, dont les moyens de subsistance sont encore plus précaires face aux impacts climatiques.

## Pêche et tourisme

Les pêches et le tourisme sont deux autres secteurs qui ont été identifiés comme étant vulnérables aux impacts climatiques, avec des conséquences économiques pour les travailleurs et les communautés. Les pêches sont touchées par le réchauffement des océans et l'élévation du niveau de la mer. Un participant de l'Île-du-Prince-Édouard a déclaré que « le golfe du Saint-Laurent, dont la santé est essentielle à nos pêches, se réchauffe à une vitesse alarmante ». À Lockeport, les changements climatiques ont eu un avantage à court terme pour la pêche, car le réchauffement des eaux a poussé les homards vers le nord. On craint que cela n'ait mené à des pratiques non durables et que les stocks de homard soient bientôt épuisés.

Le secteur de l'écotourisme de Churchill dépend de la présence d'ours polaires, qui à son tour dépend du gel de la baie d'Hudson. À proximité, Flin Flon fait face à la fermeture de sa mine – et bien que les participants aient

discuté de la possibilité pour la communauté de diversifier ses activités en se tournant vers le tourisme, ils craignaient également que cela n'expose leur économie à des impacts climatiques plus importants. Les participants à Churchill s'attendaient également à ce que le secteur du tourisme soit largement touché à mesure que les saisons et les événements météorologiques deviennent plus imprévisibles.

Les participants ont reconnu que les répercussions du climat sur une industrie essentielle peuvent toucher toute une collectivité, car d'autres entreprises locales ainsi que le gouvernement local dépendent des revenus qu'elle génère, ce qui était particulièrement vrai à Hinton, Churchill, Lockeport et dans la région d'Edmonton. Au cours du dialogue dans la région d'Edmonton, les participants ont reconnu que les revenus du secteur pétrolier et gazier ont créé un niveau de vie élevé tout en restant abordable.

## Santé mentale

Les participants ont également parlé des conséquences que l'insécurité des revenus, la précarité économique et la crise climatique font peser sur leur santé mentale et leur bien-être. Les participants au dialogue à Montréal et à Hamilton ont souligné l'incidence négative de la précarité économique sur la santé mentale et les relations familiales. Un participant de Vancouver a déclaré: « Je n'ai pas la possibilité de gagner ma vie et de subvenir aux besoins de ma famille. Face à la lutte pour survivre, je veux juste échapper à la réalité. » Un participant de Hamilton qui travaille dans un organisme de consultation psychologique communautaire a déclaré qu'il avait constaté une augmentation du « désespoir et du découragement », en raison des

changements économiques et de la détérioration des programmes d'aide sociale combinés à un « éco-traumatisme ».

Les participants ont décrit un sentiment de désespoir et d'impuissance face aux changements climatiques, sachant que « la situation ne fera qu'empirer », comme l'a déclaré un participant au dialogue mené par le Syndicat national des cultivateurs dans les Territoires du Nord-Ouest et le nord de l'Alberta. Les jeunes, en particulier, sont très inquiets quant à leur avenir – un participant au Yukon a qualifié ce qu'eux-mêmes et d'autres jeunes vivent de « crise collective de santé mentale ». À Montréal les jeunes ont expliqué comment l'anxiété est enracinée non seulement dans la crise climatique elle-même, mais aussi dans la précarité financière et le sentiment d'un avenir imprévisible qui l'accompagne. Les participants de Fredericton qui étaient parents ou tuteurs se sont dits très inquiets pour l'avenir de leurs enfants en ce qui concerne l'aggravation des impacts climatiques et l'augmentation des inégalités économiques, tandis que les participants de Terre-Neuve ont déclaré qu'ils avaient du mal à parler des changements climatiques avec leurs enfants sans que cela ne soit écrasant. Certaines personnes ont déclaré qu'elles hésitaient à avoir des enfants.

## « Cela se ressent à l'intérieur lorsque la terre change. »

Les participants, en particulier dans les communautés rurales et éloignées, ont décrit la manière dont leur santé mentale et spirituelle est affectée lorsqu'ils voient la terre changer. Dans la région de Tantramar, l'augmentation des événements météorologiques intenses et potentiellement dangereux provoque de la

peur et de l'anxiété. Un participant de Churchill a déclaré : « Cela affecte la santé mentale : le lien avec la terre change... les gens ne peuvent pas faire les choses qu'ils font habituellement. Ajoutez à cela un taux de chômage plus élevé. Cela se ressent à l'intérieur lorsque la terre change. » Les jeunes du Yukon ont expliqué que les changements climatiques perturbent leur relation avec la terre et les animaux. Ils perturbent également les activités récréatives qui sont importantes pour le bien-être – un participant à Hinton a exprimé son désespoir face à la perte de la saison de pêche de l'été dernier. Les participants de Churchill ont également noté que se rendre sur les terres pouvait être coûteux en raison des prix élevés du carburant, entre autres coûts, empêchant ceux qui connaissent une précarité financière de bénéficier des effets positifs sur la santé mentale qu'il y a à se rendre sur les terres.

## Abordabilité des choix environnementaux

En plus d'accroître l'exposition aux impacts climatiques, l'insécurité des revenus peut empêcher les gens de prendre part à des solutions climatiques. Les personnes confrontées à l'insécurité des revenus n'ont souvent pas le temps ou l'énergie de prendre part aux solutions climatiques. « Si j'ai faim, je ne me soucie pas de l'environnement. C'est aussi simple que cela », a déclaré un participant de St. James Town, tandis qu'un participant de Sooke a souligné que « plus nous travaillons, moins nous avons de temps pour apprendre à cultiver de la nourriture ».

De nombreuses solutions climatiques nécessitent un revenu disponible. Comme l'a dit un participant de l'Île-du-Prince-Édouard, « les gens qui sont en sécurité financière ont plus de liberté pour investir dans des programmes et



des biens qui aident à réduire leur empreinte carbone. Les personnes ayant moins de ressources, moins de revenus, ne sont pas aussi libres de s'engager dans des activités ou des programmes qui atténuent les impacts de la crise climatique. » Un participant du dialogue du secteur des arts et de la culture a déclaré que :

« Le discours vert est un peu classiste et il est difficile de partager ce sujet avec des personnes ayant une précarité de logement et de revenu / The green discourse is a bit classist. It is complex to address sustainability issues with people who are dealing with income and housing insecurity. »

De nombreux programmes fédéraux et provinciaux d'encouragement climatique mettent l'accent sur la rénovation des logements et les véhicules électriques, et certains participants ont estimé que cela ne prend pas en compte ceux qui n'ont pas les moyens de posséder une maison ou une voiture. Pour participer à un programme de remise, il faut généralement être en mesure de faire un investissement initial, ce qui est irréaliste pour beaucoup. Pour les personnes qui louent, la décision de rénover n'est pas entre leurs mains, même si certains ont du mal à payer les factures de chauffage élevées causées par des logements inefficaces sur le plan énergétique.

**« Dans les centres urbains, on dit aux gens d'acheter une voiture électrique. Eh bien, que fait-on au... ..Labrador? Acheter une motoneige électrique ou un moteur hors-bord électrique? Nous ne pouvons pas ».**

Les véhicules électriques sont également considérés comme peu pratiques dans les communautés rurales et éloignées. Un participant de Lockport a souligné que même s'ils étaient abordables, leur communauté n'avait pas de bornes de recharge. Un participant du Labrador était du même avis, disant que « dans les centres urbains, on dit aux gens d'acheter une voiture électrique. Eh bien, que fait-on au Labrador? Acheter une motoneige électrique ou un moteur hors-bord électrique? Nous ne pouvons pas ».

**« C'est horrible d'être contraint par la pauvreté de soutenir des activités ou des produits mauvais pour la santé et non durables. »**

Les participants ont exprimé le désir de soutenir des entreprises et des produits qui soient locaux et respectueux de l'environnement, notamment en achetant des aliments locaux et biologiques, mais ces options sont moins abordables. Certains participants ont également exprimé leur déception quant au fait que les produits moins chers sont souvent aussi plus jetables ou se cassent plus facilement, ce qui crée plus de déchets. Un participant de St. James a déclaré, « c'est horrible d'être contraint par la pauvreté de soutenir des activités ou des produits mauvais pour la santé et non durables. »

Ces obstacles sont frustrants pour ceux qui se sentent responsables de faire leur part dans la lutte contre les changements climatiques, mais qui sont limités par leur situation.

## D. Identifier les défis : Des liens sociaux, économiques et politiques plus larges

De nombreux participants ont décrit les liens systémiques historiques et structurels entre les changements climatiques et l'insécurité des revenus. Certains participants considèrent que les deux sont enracinés dans le système capitaliste-colonial et sa version néolibérale actuelle. Un participant au dialogue organisé par One House Many Nations a souligné que le Canada lui-même, « y compris le système économique actuel », était fondé sur la suprématie blanche et le vol de terres. Dans le capitalisme, a déclaré un jeune participant au Yukon, « le profit, plutôt que la durabilité ou la résilience, constitue la mesure ultime du succès », et les nécessités de base telles que le logement, la nourriture et l'eau potable sont marchandisées. Le capitalisme contribue également aux changements climatiques en favorisant une consommation de masse inutile et le gaspillage pour continuer à faire croître l'économie. Les effets sur l'environnement ne sont pas pris en compte dans ce système. Les participants au dialogue de Saskatoon ont discuté du nombre de décisions nuisibles à l'environnement qui ne seraient sans doute pas possibles si nous recevions une « facture de la Terre Mère ».

**« Nous assistons à une réponse néolibérale de la part des gouvernements et des entreprises : les crises sont plus fréquentes et la responsabilité est mise sur les individus en pointant du doigt les personnes marginalisées et d'autres parties du monde. »**



*Le Downtown Eastside de Vancouver a un fort sentiment de résilience communautaire et une histoire de défense de la justice sociale. Les résidents du quartier sont confrontés à des niveaux disproportionnés d'insécurité du logement.*



*Un ours polaire attend le retour annuel des glaces près de Churchill, au Manitoba. Le secteur de l'écotourisme de Churchill dépend de la présence d'ours polaires, mais les modifications du gel de la baie d'Hudson menacent sa durabilité.*

Certains participants au dialogue de la région d'Edmonton considéraient que leur foi chrétienne procure une vision du monde différente et un ensemble de valeurs qui se substitue au matérialisme. Un participant a déclaré : « Je pense que les Églises pourraient jouer un rôle important pour dire qu'il y a d'autres façons de s'accomplir : la qualité de vie, être avec les gens, les relations, la réciprocité. Ce sont des choses que nous devons réapprendre. » À Hinton les participants ont parlé d'un « exercice d'équilibre » entre l'environnement et l'économie, tout en reconnaissant qu'un discours « environnement contre économie » n'était pas tout à fait exact puisque les deux sont profondément liés. À Lockport, les participants ont pensé que l'économie devait fonctionner dans des « limites planétaires » et qu'il était possible de répondre aux besoins de chacun sans une croissance économique continue. À Churchill, les participants ont suggéré qu'une économie stable, et tout ce dont les familles et les communautés ont besoin pour prospérer, « vient de la terre ».

Il a également été souligné que les riches créent la grande majorité des émissions mondiales de gaz à effet de serre. « Le contrôle

qu'exerce l'élite sur toutes les ressources de la terre, est la cause des changements climatiques », a déclaré un participant de St. James Town. Un participant du dialogue issu du secteur des arts et de la culture a déclaré que « nous assistons à une réponse néolibérale de la part des gouvernements et des entreprises : les crises sont plus fréquentes et la responsabilité est mise sur les individus en pointant du doigt les personnes marginalisées et d'autres parties du monde. »

Le système économique actuel est considéré comme le moteur non seulement du changement climatique, mais aussi de la désautonomisation généralisée. Un participant au dialogue de l'Île-du-Prince-Édouard a suggéré que l'inégalité des revenus ne devrait pas être discutée sans discuter également de l'inégalité et de la désresponsabilisation politique et économique résultant du classisme, du racisme, de la discrimination fondée sur le sexe et d'autres formes d'oppression systémique. Certains participants de l'Île-du-Prince-Édouard ont souligné que le pouvoir était concentré entre les mains des institutions, des riches et des entreprises, et que la pauvreté et la désautonomisation

n'étaient pas des accidents, mais le résultat d'un système qui permet à certaines personnes d'accumuler facilement de la richesse aux dépens de la grande majorité. « Nous devons nous rappeler que l'inégalité a tout autant à voir avec ceux qui ont tout qu'avec ceux qui ont peu », a déclaré un participant de l'Île-du-Prince-Édouard.

## E. Mise en œuvre de solutions : Soutien des gouvernements et volonté politique

Les participants au dialogue ont également été invités à identifier des solutions aux défis qu'ils ont évoqués et à discuter de qui est responsable de leur mise en œuvre. Les participants ont souligné que chacun est responsable de la lutte contre la crise climatique et que chaque individu devait « faire sa part » en apportant de petits changements dans sa vie quotidienne. Cependant, la plupart des participants ont également souligné que la majorité des solutions ne peuvent pas être laissées aux individus. Beaucoup ont fait valoir que les entreprises et les sociétés doivent prendre leurs responsabilités en matière de réduction des émissions au sein de leurs industries, et que ces efforts peuvent contribuer bien davantage à l'atteinte des objectifs d'émissions que les actions individuelles. Les participants ont attribué l'essentiel de la responsabilité aux gouvernements et à leur pouvoir de rendre possible la réduction des émissions et de les imposer dans tous les secteurs de la société. Ils ont souligné que les gouvernements ont le pouvoir d'allouer des ressources, de taxer et de financer, et aussi d'agir à grande échelle. De nombreux participants ont exprimé leur frustration de ne pas voir les gouvernements intensifier leurs actions comme ils le devraient. Nos partenaires communautaires du Labrador ont écrit que « les collectivités du Labrador

se considèrent comme résilientes, mais elles n'ont pas le sentiment d'être appuyées par leurs représentants élus ».

## Financement

Il y a eu un large consensus dans l'ensemble des dialogues sur le fait que tous les échelons de gouvernements, mais surtout le gouvernement fédéral, doivent augmenter le financement de la transition énergétique et des collectivités. Beaucoup étaient frustrés par le fait que les mesures indispensables liées aux changements climatiques et à l'insécurité des revenus soient jugées trop coûteuses – certains ont souligné comment le déploiement de la Prestation canadienne d'urgence (PCU) et l'achat de l'oléoduc Trans Mountain prouvent que le gouvernement peut se permettre de financer des actions majeures s'il le souhaite. Un participant de Churchill a déclaré que « les données scientifiques sont disponibles, mais il nous manque la volonté politique de changer le système. L'argent doit aller dans les collectivités. La classe moyenne et les pauvres savent faire beaucoup avec peu de moyens. »

De nombreux participants ont également discuté de l'idée que davantage de fonds devraient être versés aux organismes sans but lucratif, qui jouent un rôle essentiel en fournissant un soutien de première ligne aux personnes en cas d'urgence liée au climat, entre autres services importants. Certains ont suggéré que le gouvernement pourrait lever des fonds publics grâce à une imposition plus progressive, en augmentant les taux d'imposition pour les riches et les sociétés afin de promouvoir la « redistribution de la richesse » et de financer les programmes et services publics.

## Bureaucratie

Bien qu'il y ait eu un enthousiasme en faveur du leadership gouvernemental dans les domaines des politiques et du financement, les participants au dialogue ont également souligné qu'il doit y avoir une réduction des obstacles bureaucratiques si l'on veut que ces processus fonctionnent à la vitesse et au niveau de transformation dictés par l'ampleur des crises. À Hinton, les participants sont convenus que, même si la participation des gouvernements était nécessaire, cela pouvait aussi créer « de l'anxiété, de l'incertitude et de la bureaucratie ». Un participant au Yukon a déclaré: « il est malheureux qu'une grande partie du financement que nous obtenons [pour les solutions climatiques] est assorti de conditions et n'est pas accessible, et les fardeaux sont énormes et nombreux, en particulier pour les Premières Nations du Yukon. »

De nombreux participants ont suggéré qu'il doit y avoir un changement complet dans la culture du gouvernement pour inclure ceux qui apportent de nouvelles perspectives et de nouvelles pratiques, notamment en élisant plus de femmes et de dirigeants PANDC. Les participants ont également estimé que les gouvernements devaient réfléchir à long terme plutôt que de recourir à des solutions de fortune et qu'ils devaient se montrer proactifs plutôt que réactifs. Les gouvernements doivent adopter une approche plus intersectionnelle et systémique – au lieu de travailler en vase clos, ils devraient se concentrer sur l'établissement de plus de liens entre les ministères, ainsi qu'entre les organisations gouvernementales et non gouvernementales. Un participant de Fredericton a laissé entendre que les groupes communautaires, les entreprises et le gouvernement doivent se parler davantage et s'assurer que les pratiques et

les lignes directrices sont harmonisées.

## Participation du public

De nombreux participants ont parlé de la façon dont le dialogue entre les gouvernements, les communautés et les citoyens peut être amélioré de sorte que, tandis que les gouvernements fournissent des ressources et un leadership complets et de haut niveau, les communautés et les citoyens disposent d'une capacité de surveillance et d'un leadership importants pour s'assurer que les initiatives répondent à leurs besoins.

Les participants à Sault Ste. Marie ont observé qu'il y a un fort niveau d'apathie dans leur communauté, en raison de leur exclusion du pouvoir et de leur aliénation. Certains participants au Labrador estimaient « qu'ils subissaient le gouvernement et que celui-ci n'était pas à leur service ». Certains participants ont déclaré que les gouvernements étaient plus préoccupés par les priorités des entreprises et du secteur privé, des riches et de l'économie mondiale que par les communautés et les gens ordinaires. « Les prix du pétrole et du gaz déterminent ce qui se passe dans la province », a observé un participant au dialogue mené par le Syndicat national des cultivateurs dans la région de l'Atlantique. Certains se sont plaints que les gouvernements autorisent les projets à grande échelle et les projets d'extraction qui négligent les besoins des citoyens, en particulier ceux dont les revenus sont faibles. Les participants au dialogue organisé par One House Many Nations ont parlé de la désillusion qu'ils éprouvent à l'égard du processus lié à l'obligation de consulter – un participant a déclaré: « Nous avons consacré du temps aux consultations... ils ne respectent pas leur propre cadre de politique de consultation. »

Lors de plusieurs dialogues, les participants étaient d'avis qu'il fallait élaborer des processus de consultation et de mobilisation plus significatifs. « Si vous faites véritablement participer la communauté et que vous responsabilisez [ses membres], ils peuvent faire énormément de choses », a déclaré un participant de Fredericton. Les processus de consultation sont souvent perçus comme paternalistes, ne sont pas suffisamment à l'écoute des citoyens et échouent à répondre adéquatement à leurs préoccupations et à leurs priorités. Un participant de l'Île-du-Prince-Édouard a souligné que les consultations sur la transition vers l'abandon des combustibles fossiles devraient être généralisées et inclusives : « Le gouvernement soutient les organismes communautaires, comme les organismes de lutte contre le racisme, mais je ne suis pas sûr que ces organismes participent au processus décisionnel lié au travail sur la crise climatique. » De meilleurs processus de mobilisation, plus larges et plus significatifs pourraient aider à garantir que les solutions climatiques répondent de manière adéquate aux défis auxquels les personnes et les communautés à faibles revenus peuvent être confrontées.

**« Nous avons consacré du temps aux consultations... ils ne respectent pas leur propre cadre de politique de consultation. »**

Un participant de Sault Ste. Marie a dit qu'il s'agissait « d'avoir suffisamment de décideurs aux différents échelons de gouvernement [qui] soient prêts à affronter les entreprises et qui refusent d'être achetés. » Certains participants qui avaient pris part à des activités de défense des intérêts et à d'autres activités communautaires ont expliqué que le succès était souvent lié au fait d'avoir un allié au

gouvernement. Lors du dialogue de l'Île-du-Prince-Édouard, le gouvernement provincial était considéré comme un atout, peut-être en raison du nombre de « liens personnels étroits possibles dans une petite juridiction entre la population et les dirigeants politiques [...] les gens ont le sentiment que parce qu'ils connaissent leurs politiciens, ils ont accès au pouvoir politique. » Il est ressorti de certains dialogues que la mise en œuvre d'un système de scrutin à représentation proportionnelle pourrait garantir que les membres du gouvernement reflètent réellement les choix des électeurs.

## F. Mise en œuvre de solutions : Mesures politiques générales

### Transition juste

Certains participants imaginent les gouvernements jouer un rôle singulier et important dans la conduite d'une transition juste hors de l'économie des combustibles fossiles.

Certains, y compris ceux de Hinton, de Terre-Neuve et de la région d'Edmonton, ont discuté d'une transition juste en matière de soutien aux travailleurs du secteur des combustibles fossiles, notamment le soutien des revenus, les programmes de recyclage et de transition et le soutien à la retraite anticipée. Les participants au dialogue d'Edmonton ont discuté de l'anxiété à laquelle sont confrontés les travailleurs du secteur pétrolier et gazier, y compris la crainte d'être trop vieux pour se recycler ou de ne pas être en mesure de gagner le même revenu dans une autre industrie. Une transition juste a également été présentée comme un moyen de protéger des communautés entières dont les économies peuvent dépendre du secteur des combustibles fossiles : « La transition ne doit pas détruire les

communautés », a déclaré un participant en Colombie-Britannique.

D'autres dialogues ont porté sur la façon dont une transition juste devrait s'efforcer de faire en sorte que tout le monde ait accès à de nouvelles formes d'énergie abordables et que « personne ne soit laissé pour compte ». Pour les participants du Yukon, cela signifiait s'assurer que les nouvelles technologies et les nouvelles sources d'énergie sont conçues pour un contexte nordique et éloigné. Un jeune participant du Yukon a déclaré que les gouvernements ont la responsabilité de s'assurer que tout le monde peut participer aux solutions climatiques : « pour apporter, au rythme où ils doivent se produire, les changements indispensables, il faut un important soutien économique. » Ce sentiment a également été exprimé dans les dialogues des West Kootenays. Lors du dialogue au Yukon il a été suggéré que pour régler le problème des programmes incitatifs fondés sur des rabais il valait mieux offrir des subventions pour les rénovations ou les véhicules électriques.

Les participants ont également discuté de la nécessité d'une transition juste incluant des soutiens pour des secteurs spécifiques, comme l'agriculture. Les agriculteurs ont besoin d'avoir accès à des capitaux pour électrifier leurs activités et réduire leurs émissions. Les dialogues menés par le Syndicat national des cultivateurs ont souligné que les agriculteurs ne peuvent pas assumer seuls les coûts associés à la transition vers de faibles émissions de carbone, compte tenu de la faiblesse des marges au départ. Les participants ont exprimé leur désir de voir le gouvernement aider à faire de l'agriculture une « solution de rechange avantageuse » au secteur extractif dans un plus grand nombre de collectivités, notamment en indemnisant les agriculteurs



*Bateaux de pêche à Lockeport, en Nouvelle-Écosse.  
L'économie de la collectivité dépend fortement de la  
pêche au homard.*

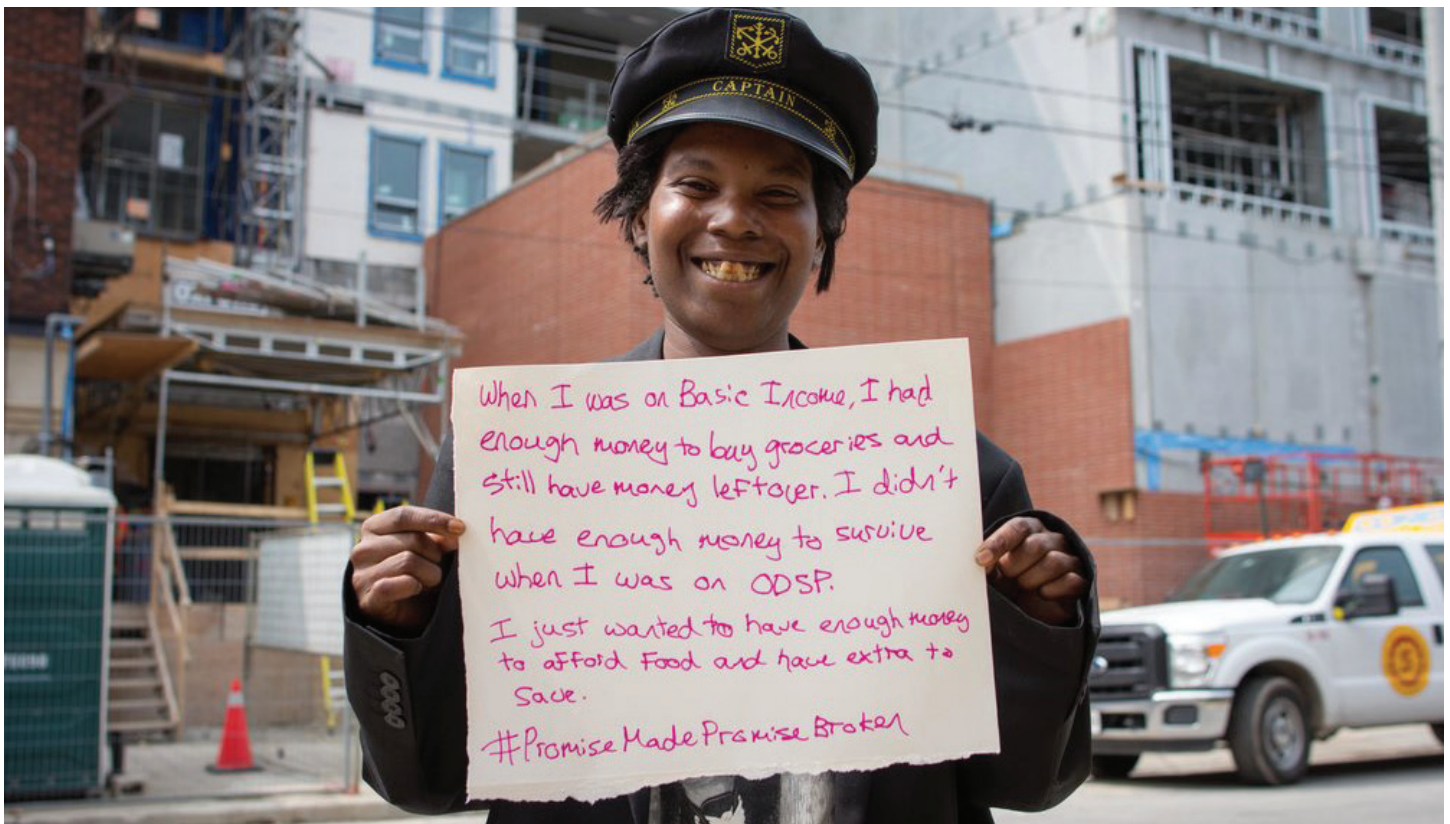
qui emploient des pratiques agroécologiques qui séquestrent le carbone et fournissent d'autres services écologiques.

Quelques dialogues ont mis en évidence le besoin général de création d'emplois et d'accès à la formation ou au recyclage. Les participants de St. James Town ont estimé que la transition juste pourrait offrir des possibilités de recyclage aux immigrants et aux nouveaux arrivants, et ont également appelé à une meilleure reconnaissance des compétences existantes des immigrants. Certains participants ont dit qu'ils avaient été victimes de discrimination lors de recherches d'emploi parce qu'ils étaient une personne de couleur ou autochtone – une personne a déclaré qu'elle avait du mal à appuyer les appels à la « création d'emplois verts » dans la mesure elle ne croyait pas avoir accès à ces emplois. Deux groupes ont discuté de la nécessité de créer des postes – au sein du gouvernement

ou financés par le gouvernement – pour coordonner les efforts de transition. Les participants au dialogue de Hamilton ont discuté de la façon dont une transition juste nécessiterait une coordination entre le gouvernement, l'industrie, les établissements de recherche et d'autres secteurs de la société.

## Revenu garanti

De nombreux groupes ont discuté du revenu garanti comme une mesure dirigée par le gouvernement qui pourrait jouer un rôle extrêmement positif dans la lutte contre les inégalités et l'insécurité des revenus, ainsi que dans la transition vers l'abandon des combustibles fossiles. Certains participants étaient déjà des militants en faveur du revenu garanti ou étaient au courant d'initiatives dans leur région. Alors que certains participants ont fait état de leurs hésitations,



La série de photos *Humans of Basic Income* de la photographe Jessie Golem fait connaître les histoires des participants au programme pilote sur le revenu de base de l'Ontario, qui a commencé en 2017 jusqu'à son annulation prématurée en 2019.



beaucoup considéraient qu'un revenu garanti était souhaitable.

**« J'aime l'idée d'avoir plus d'argent à dépenser comme filet de sécurité, mais je n'aime pas l'idée de devoir dépendre du gouvernement. »**

Les participants ont expliqué comment un revenu garanti pourrait aider les communautés à s'adapter aux changements climatiques et à la sortie des combustibles fossiles. Les participants au dialogue de Lockeport ont souligné qu'un revenu garanti pourrait soutenir ceux dont les moyens de subsistance dépendent de l'agriculture ou de captures vulnérables aux impacts climatiques, comme la pêche. Un revenu garanti pourrait aider à atténuer les risques dans le secteur agricole tandis qu'il s'adapte aux impacts climatiques et teste de nouvelles approches de l'agriculture sans combustibles fossiles. Un participant de St. James Town a déclaré qu'un revenu garanti « vous permet de vous recycler » afin d'accéder à un emploi mieux rémunéré ou plus respectueux du climat. Les participants ont également pensé qu'un revenu garanti pourrait aider les gens à se préparer aux catastrophes liées au climat, les aider à se permettre des actions respectueuses de l'environnement telles que l'achat d'aliments locaux et leur donner le temps de s'investir dans les questions environnementales et de justice sociale dans leurs communautés.

Parmi les autres résultats positifs, mentionnons l'aide apportée aux gens pour répondre à leurs besoins élémentaires en matière de nourriture, de logement et de transport. Les participants ont discuté de la façon dont un revenu garanti pourrait apporter plus de dignité, améliorer la santé mentale et physique.

et libérer davantage de temps pour les loisirs, le bénévolat et pour passer du temps avec les amis et la famille. Les participants plus jeunes ont déclaré que cela pourrait les aider pour leurs études, à trouver un travail intéressant et à louer ou acheter leur propre maison.

Plus généralement, les participants ont estimé qu'un revenu garanti pourrait stimuler les économies locales et réduire les dépenses des systèmes de santé et de justice. À St. James Town, le revenu garanti a été décrit comme une solution de rechange possible aux exigences et aux limites du financement fondé sur des subventions pour les organismes sans but lucratif et d'autres initiatives.

Certains participants ont également exprimé des doutes et des réserves au sujet du revenu garanti. Les participants du Labrador se demandaient si celui-ci suffirait à couvrir le coût élevé de la vie dans les collectivités du Nord. Les participants au Yukon, ainsi que ceux issus du secteur des arts et de la culture, ont averti qu'un revenu garanti ne devrait pas être utilisé pour justifier des politiques d'austérité et la fin du financement ou la suppression d'autres mesures d'assistance sociale. Un participant aux dialogues avec les communautés autochtones urbaines de la Colombie-Britannique a déclaré : « J'aime l'idée d'avoir plus d'argent à dépenser comme filet de sécurité, mais je n'aime pas l'idée de devoir dépendre du gouvernement. »

Quelques groupes ont également cité d'autres moyens par lesquels les gouvernements pourraient lutter contre l'insécurité des revenus, notamment la lutte contre le chômage causé par la pandémie et la législation sur un salaire minimum plus élevé.

## G. Mise en œuvre de solutions : Renforcer les communautés

Les solutions spécifiques pour s'attaquer à la question de l'action climatique et de la sécurité des revenus étaient essentiellement axées sur le renforcement des économies locales ainsi que sur les programmes et services, les initiatives et les réseaux communautaires.

### Économies communautaires

Certains participants ont souligné la nécessité de passer à un modèle d'« économie circulaire » qui passerait d'un système d'« extraction-fabrication-déchet » (selon les mots des participants du Yukon) à un système conçu pour minimiser les déchets et maximiser l'utilisation efficace des ressources. Les participants de Sault Ste. Marie et de la région de Tantramar ont parlé des « économies de bienveillance, de partage et de don », qui créeraient des systèmes d'évaluation et d'échange des biens et des services sans utiliser d'argent.

Les participants souhaitaient que davantage d'entreprises et d'industries locales soient soutenues par des emplois bien rémunérés. Ils ont exprimé leur appui aux entreprises structurées en coopératives et aux entreprises appartenant à des Autochtones. Les participants ont imaginé des industries locales basées sur l'exploitation durable de ressources, telles que les forêts ou la pêche, sous propriété et gestion locales. Les participants à Sooke ont suggéré que le développement économique local pourrait également se concentrer sur les industries à valeur ajoutée.

Certains participants, en particulier dans les dialogues de Churchill et de One House Many Nations, ont discuté de l'importance pour les jeunes de pouvoir rester dans leur

communauté pour leur éducation et pour trouver un emploi. Un participant au dialogue de One House Many Nations a déclaré que les jeunes Autochtones ont besoin de meilleures possibilités d'éducation, de formation et d'emploi dans les réserves. Ils ont dit que les programmes de formation et d'éducation devraient inclure des allocations ou du financement pour les étudiants afin de leur permettre de prendre en charge leurs besoins de base (et ceux de leur famille) pendant leurs études. « Des collèges communautaires dirigés par les Premières Nations qui seraient prêts à travailler sur des questions communautaires – logement, nourriture et autres besoins –, dotés de financements pour des projets et des allocations de formation des étudiants, apporteraient la résilience dont ces communautés ont besoin », ont-ils déclaré.

Plusieurs dialogues ont porté sur la nécessité d'une diversification économique, en particulier à Hinton, Lockeport et Flin Flon. Un participant à Hinton a discuté de la façon dont les anciens travailleurs du charbon, du pétrole et du gaz pourraient être transférés dans le secteur des énergies renouvelables ou dans d'autres industries émergentes à Hinton qui « [utilisent] les talents que nous avons déjà ». La « capacité de changer » était considérée comme la clé de la résilience à Hinton. Les participants à Lockeport ont souligné que l'ensemble de la collectivité dépend économiquement de la pêche, surtout parce c'est une petite ville où l'assiette fiscale est faible. Un participant a déclaré : « Nous devons réfléchir sérieusement à la façon dont nous pouvons ne plus dépendre du homard. Nous devons faire plus de travail prospectif. »

Bien que les dialogues du Yukon et de Churchill n'étaient pas explicitement axés sur la diversification économique, les participants y ont

discuté du fait que les possibilités restreintes de trouver un bon emploi forcent parfois les gens à travailler dans les industries extractives : « Les gens d'ici veulent se soucier de l'environnement, mais sont forcés de se tourner vers les industries extractives pour gagner leur vie », a déclaré un participant à Churchill. L'un des défis du développement économique axé sur le climat, a déclaré un participant au dialogue en Colombie-Britannique, est qu'il peut donner la priorité au développement de secteurs hautement qualifiés comme les technologies vertes plutôt que de favoriser des secteurs plus accessibles ou traditionnels. À Shirley, un lien a été établi entre la résilience communautaire et une économie locale diversifiée – un participant a déclaré que « si nous essayons d'être locaux et durables, nous avons besoin de chacun d'entre-nous, l'infirmière, l'architecte, le charpentier, tout le monde ».

## « Les gens d'ici veulent se soucier de l'environnement, mais sont forcés de se tourner vers les industries extractives pour gagner leur vie »

Les participants au dialogue de Churchill ont suggéré que des emplois bien rémunérés dans les secteurs et les entreprises axés sur la communauté pourraient donner aux gens la liberté de choisir ce type de travail plutôt que de travailler pour les « grandes entreprises », tandis que les participants à Montréal pensaient que la construction d'économies locales pourrait aider à accroître la résilience et l'autosuffisance des communautés au sein d'une économie mondiale contrôlée par « d'énormes multinationales ». Les participants au dialogue de Shirley ont discuté de la façon dont l'aide gouvernementale serait nécessaire pour subventionner les entreprises

et les industries locales et aider à la création d'emplois. De nombreux participants de Yellowknife vivent de l'économie traditionnelle qui dépend déjà des subventions des gouvernements à l'échelon territorial et fédéral, et ils craignaient qu'à mesure que « la transition et les priorités des gouvernements changent », ces moyens de subsistance soient laissés pour compte.

D'autres suggestions se sont fait entendre pour renforcer les communautés au-delà des économies locales, avec notamment plus de services médicaux locaux pour les petites communautés, plus d'espaces verts communautaires, plus d'espaces publics pour les loisirs et les rassemblements et l'élimination des obstacles à la participation aux services et aux programmes communautaires. Il y a également eu beaucoup de discussions au cours des dialogues sur la nécessité pour les individus de s'investir dans leur communauté et sur le rôle que les organismes et les institutions locales jouent dans le soutien des initiatives en matière de climat et de sécurité des revenus. De nombreux dialogues ont mis en évidence des exemples positifs qui existent déjà dans la communauté qui les accueillait, ce qui suggère que les atouts existants doivent être mis à profit.

Les participants de l'Île-du-Prince-Édouard considèrent les solides réseaux informels de l'île comme l'un de ces atouts. Certains ont appelé à plus d'initiative de la part d'institutions telles que les universités, les écoles et les groupes confessionnels. Les participants de la région de Tantramar ont déclaré que la collaboration entre des organismes communautaires issus de différents groupes aux identités ethniques et culturelles diverses était importante, afin de « construire de nouvelles alliances et partager des ressources ».



*Cliché de Krista Shaw, vainqueur de la catégorie photographie du concours Next Generation Farmers and Fishers de l'Île-du-Prince-Édouard. Pour construire un secteur agricole durable, le soutien aux jeunes agriculteurs et les possibilités qui leurs sont offertes sont essentiels.*

Les participants de Churchill ont remarqué « que quelques « champions communautaires » extrêmement actifs peuvent assumer une part importante des responsabilités au niveau communautaire et que davantage de personnes doivent participer au travail communautaire pour éviter qu'ils ne s'épuisent.

## Solutions en matière de sécurité alimentaire

Le système alimentaire local est une composante importante de l'économie communautaire. Le renforcement des systèmes alimentaires locaux pourrait contribuer à rendre les aliments plus accessibles et abordables pour tous, tout en réduisant les émissions agricoles et la vulnérabilité aux impacts climatiques et aux problèmes de livraison inhérents aux chaînes d'approvisionnement mondiales. Les agriculteurs ont souligné que cela devait commencer par l'amélioration de l'accès à la terre pour les nouveaux agriculteurs, y compris par le biais de modèles comme les communs et les fiducies foncières.

Le renforcement de l'économie alimentaire locale pourrait inclure un recours accru à des mesures de distribution directe comme des programmes agricoles soutenus par la communauté et des programmes de la ferme à la communauté, ainsi que des structures de commercialisation collectives comme les transformateurs d'aliments locaux, les magasins coopératifs vendant des aliments locaux et le marquage des produits régionaux. Cela nécessiterait de familiariser les consommateurs avec l'idée de manger davantage local et de saison, peut-être par le biais de campagnes de sensibilisation sur les avantages des aliments locaux. Les participants estiment que le renforcement des économies alimentaires locales contribuerait à rendre les aliments sains et locaux plus accessibles, à raccourcir les chaînes d'approvisionnement et à réduire les risques de perturbations climatiques.

Les participants ont parlé des initiatives alimentaires locales existantes dans leurs communautés, notamment un carrefour communautaire à Sault Ste. Marie qui

enseigne aux gens à cultiver, conserver et cuisiner leur propre nourriture ; une initiative de Yellowknife appelée Harvester's Table qui permet aux jardiniers amateurs de vendre leurs surplus au marché fermier local ; et le carrefour alimentaire OASIS de la collectivité de St. James Town, une initiative à multiples facettes pour la production alimentaire urbaine qui comprend actuellement un jardin communautaire, une coopérative d'achat de nourriture et plus encore.

Les participants ont également discuté des initiatives qu'ils aimeraient voir dans leurs communautés. Un participant de la région de Tantramar a suggéré d'explorer « la culture hydroponique, les serres toutes saisons, les jardins communautaires, les forêts vivrières [et] les microfermes ». L'éducation au jardin potager à domicile et son encouragement ont également été discutés. Un participant de Fredericton a déclaré que « [les jardins communautaires] peuvent aider certaines personnes à avoir le sentiment d'exercer un certain contrôle face aux impacts des changements climatiques et à l'insécurité des revenus ». Cela peut contribuer non seulement à un sentiment de résilience et d'autonomisation individuelle, mais aussi à une résilience au niveau communautaire qui s'appuie sur les soutiens et les liens entre les gens. Les participants au dialogue de St. James Town ont également discuté du fait que quantité de terres qui pourraient être utilisées pour les jardins communautaires appartiennent à de grandes sociétés immobilières et à des promoteurs qui ont d'autres priorités.

Les participants aux dialogues des West Kootenays ont discuté des cuisines communautaires, tandis que dans celui organisé par la Nation crie de Beardy et Okemasis, les participants ont montré leur intérêt à ce que la

collectivité élève des vaches, des poulets, des canards, des bisons et des ruches. Le soutien à la chasse et au piégeage était également important. Les participants au dialogue de Beardy et Okemasis ont suggéré que la clinique de santé communautaire pourrait cultiver des produits essentiels (comme des pommes de terre et des oignons) et les donner, et ont imaginé un programme qui rassemblerait les aînés et les étudiants afin qu'ils partagent l'espace de jardinage et les connaissances.

## Solutions en matière de logement

De nombreux participants ont discuté de l'importance de relever les défis liés au logement. Il s'agit notamment de s'attaquer aux problèmes existants en matière de droit à un logement abordable et de bonne qualité, ainsi que de la transition pour faire sortir les logements de l'utilisation des combustibles fossiles et de les protéger contre les impacts climatiques.

De nombreux participants étaient d'accord pour dire que le logement doit être disponible et abordable pour tous. Les suggestions pour y parvenir étaient notamment l'élargissement de l'offre de logements abordables publics, la modification de la définition du logement « abordable » afin qu'elle soit plus inclusive pour ceux qui se trouvent en bas de l'échelle des salaires et la mise en œuvre d'un contrôle plus strict des loyers.

Les participants de l'Île-du-Prince-Édouard et de Saskatoon estimaient que le logement – peut-être même le logement écologique – devrait être considéré comme un droit. Les participants au dialogue de One House Many Nations ont déclaré que même si les communautés autochtones ont besoin de nouvelles

maisons de toute urgence, il est également impératif que tout nouveau logement dispose de systèmes de chauffage, de refroidissement et de filtration appropriés pour garantir qu'il soit confortable de vivre à mesure que les impacts climatiques s'intensifient. Les participants de Fredericton ont estimé que le processus de demande pour les programmes de rénovation énergétique devait être simplifié pour être plus accessible. D'autres ont déclaré qu'il devrait y avoir des normes et des contrôles pour s'assurer que les logements locatifs sont non seulement suffisamment chauffés, mais aussi suffisamment refroidis en été, et qu'il devait également y avoir des normes d'efficacité énergétique. Les participants de Fredericton ont fait remarquer qu'une amélioration de l'efficacité énergétique aiderait à réduire les coûts énergétiques pour les locataires et les propriétaires.

## Solutions en matière d'énergies renouvelables

Les collectivités se sont montrées intéressées par la transition vers les énergies renouvelables, en particulier par le biais de « systèmes énergétiques communautaires ». Les participants de Lockeport ont discuté de la façon



*L'Institut de l'énergie éolienne du Canada, situé à l'extrémité nord-ouest de l'Île-du-Prince-Édouard, mène des recherches sur l'énergie éolienne depuis 1981.*

dont l'énergie renouvelable communautaire ou publique pourrait contribuer à faire en sorte que l'électricité devienne abordable et accessible à tous.

La forme la plus souhaitable d'énergie renouvelable dépend de la géographie de la communauté – certaines communautés côtières ont discuté de l'énergie marémotrice ou des éoliennes, tandis que les participants de Hinton se sont intéressés à la géothermie et à la biomasse et que la nation crie d'Ahtahkakoop a évoqué l'énergie éolienne et solaire. Les participants de Lockeport ont discuté de l'hydroélectricité, mais ne voulaient pas qu'elle nuise aux écosystèmes locaux. Au Labrador, de nombreux participants étaient préoccupés par le projet hydroélectrique de Muskrat Falls et la contamination des populations locales de poissons par le méthylmercure.

Les participants à Lockeport ont également noté que malgré les programmes incitatifs existants de certaines provinces, les panneaux solaires doivent encore être rendus plus abordables. Ils ont également discuté des emplois locaux liés à l'installation et à l'entretien d'infrastructures nécessaires à la production d'énergie renouvelable, exprimant leur intérêt pour la fabrication de panneaux solaires comme nouvelle industrie pour leur communauté. Les participants de Flin Flon ont discuté de la possibilité d'une industrie locale de l'hydrogène.

## Solutions en matière de transport

Les participants étaient d'accord pour dire que leurs systèmes de transport communautaire pourraient être repensés afin d'être plus abordables, plus accessibles et produire moins d'émissions.

Comme nous l'avons déjà mentionné, les rabais sur les véhicules électriques ne profitent pas aux ménages à faible revenu. De l'avis général, il faut se concentrer davantage sur le transport en commun et le transport actif. Les participants de l'Île-du-Prince-Édouard ont souligné que l'augmentation des subventions publiques pourrait aider à rendre le transport en commun abordable et que le secteur public pourrait être un chef de file dans l'électrification des transports en achetant des autobus électriques pour les transports scolaires et les transports en commun. Les participants de la Colombie-Britannique ont discuté du succès du programme de transport en commun gratuit pour les jeunes, ajoutant qu'il existe également une demande de transport en commun gratuit pour les résidents à faibles revenus.

Les participants des West Kootenays ont estimé que le covoiturage mérite également d'être exploré dans les régions rurales, en particulier pour les personnes à faibles revenus et les aînés. Certaines collectivités rurales ont suggéré des navettes abordables financées par des fonds publics ou d'autres approches pour améliorer les réseaux de transport en commun intercommunautaires.

## H. Mise en œuvre de solutions : Processus et principes

Afin d'aller vers des solutions communautaires transformatrices, les participants ont souligné que certains processus et principes seraient nécessaires.

### Éducation et sensibilisation

Les participants ont souligné l'importance de sensibiliser et de renforcer les connaissances sur les réalités des changements climatiques

et de l'insécurité des revenus afin de créer une solidarité au sein des communautés ainsi qu'une volonté politique. Un participant de Hinton a expliqué que :

« [Les gens veulent] se familiariser avec ces sujets [et comprendre] qu'ils ne sont pas aussi clivants et toxiques que ne le prétendent les médias ou certains groupes. Nous faisons tous partie de la communauté de Hinton, et nous souhaitons [son] amélioration et une communauté renforcée. »

À Hinton les participants ont déclaré qu'il est important que les gens comprennent comment les mesures climatiques (en particulier celles qui peuvent être clivantes comme la tarification du carbone) fonctionnent réellement, et qu'en bâtissant une meilleure compréhension on pourra aider les gens à trouver un terrain d'entente. Les participants à Saskatoon ont affirmé que la sensibilisation est également nécessaire autour de la prise de décision du gouvernement pour permettre aux gens de s'engager dans un militantisme efficace.

Les participants considèrent que les écoles peuvent être un lieu d'éducation. Ils ont discuté de la possibilité d'intégrer aux programmes des enseignements sur les changements climatiques et les pratiques environnementales ainsi que des valeurs qui font la promotion de la communauté et de la collectivité plutôt que de l'individualisme. Ils souhaitent que soient également intégrés aux programmes de l'histoire et des visions du monde autochtones, de la politique et de la défense des droits. Les participants au dialogue de l'Île-du-Prince-Édouard ont pensé que cela contribuerait à « normaliser » ces pratiques et ces valeurs dans l'ensemble de la société. Les jeunes participants à Montréal ont également souligné que

ceux qui sont au pouvoir en ce moment sont « les adultes, les industries et les entreprises », de sorte que l'éducation et la sensibilisation doivent également leur être destinés.

Les agriculteurs qui ont participé à plusieurs dialogues menés par le Syndicat national des cultivateurs ont souligné que les gens de tous âges doivent être mieux informés de la provenance de leurs aliments et de l'importance des systèmes alimentaires locaux et durables. Cela pourrait également encourager davantage de jeunes à devenir agriculteurs. Un agriculteur de la région de l'Atlantique a déclaré :

« Il y a vraiment un décalage, me semble-t-il, entre l'alimentation et l'agriculture et ce que beaucoup de jeunes apprennent à l'école. Je pense que nous avons tous besoin de nous reconnecter avec le monde naturel et avec la production alimentaire, en particulier les jeunes qu'il faut aussi familiariser avec la consommation d'aliments qu'ils auront eux-mêmes cultivés. Il faut intégrer tout cela au système éducatif, et créer des occasions plus nombreuses de discussion et de mentorat intergénérationnels. »

## Coopération

La coopération à toutes les échelles a été identifiée comme un autre principe important — le partage d'un plus grand nombre de pratiques et de connaissances, mais aussi l'établissement de partenariats entre les communautés, entre les régions, voire à l'échelle nationale et internationale. « Les problèmes des régions côtières sont les mêmes dans le monde entier », a souligné un participant à Lockeport.

À l'échelle plus régionale, un des résultats potentiels du dialogue de Churchill a été la création d'un « répertoire » qui recense les

initiatives actuelles en matière de climat et de revenus dans les collectivités du nord du Manitoba afin d'accroître l'apprentissage, la réplication et les possibilités de collaboration. Aucune communauté n'a toutes les connaissances ou les solutions.

Les participants au dialogue de One House Many Nations ont souligné que la structure de leur groupe constitue un bon exemple de collaboration diversifiée et dirigée par la base qui permet une résolution créative des problèmes :

« Ce qui est formidable au sujet de One House Many Nations est que nous sommes une équipe très diversifiée, donc nous voyons ces problèmes en trois dimensions. Nous nous efforçons continuellement de trouver les causes profondes, d'identifier les problèmes existants et d'essayer de les contourner pour créer quelque chose. Pour moi, il s'agit de mettre au centre les gens de la base qui ont l'autonomie d'aller de l'avant et de résoudre ces problèmes ensemble de la manière qu'eux, qui composent la communauté, jugent adaptée. Nous ne prescrivons pas de solutions; nous travaillons pour aider à faciliter les solutions. »

Une meilleure compréhension de questions comme le colonialisme et le racisme systémique est vue comme cruciale pour permettre la coopération au niveau individuel et institutionnel. « Comment ce groupe, qui défend déjà ces positions, doit-il s'adresser à des gens qui peut-être ne les connaissent pas, ne s'en soucient pas, ne les valorisent pas, ou pour qui elles ne sont pas une priorité? », a demandé un participant en Colombie-Britannique.

Les participants en Colombie-Britannique ont également parlé de coopération pour



trouver un terrain d'entente : « Comment pouvons-nous trouver un terrain d'entente et attirer plus de gens, même s'ils ne sont pas nécessairement d'accord sur chacune de ces questions? [Nous devons] nous concentrer sur ce qui nous unit, comme le logement pour tous. »

## Activisme

Certains groupes ont discuté de l'importance de s'engager dans l'activisme et le militantisme sur bon nombre de ces questions, et beaucoup sont convenus que les gens peuvent ainsi jouer rôle important pour créer des changements qui dépassent les choix individuels basés sur le mode de vie. Un participant de St. James Town a déclaré que « la communauté doit renforcer ses capacités à faire pression sur la classe politique ». Parmi les autres idées liées à l'activisme, mentionnons l'apprentissage des « leviers du changement », le fait s'inspirer des mouvements sociaux qui ont eu lieu à l'échelle locale, nationale ou internationale et enfin la participation à des mouvements sociaux comme la grève pour le climat (qui a été citée comme une immense source d'espoir par les jeunes participants à Montréal). Les participants montréalais ont discuté de nombreux exemples d'activisme dans leur ville, et en particulier de la façon dont ces activités « favorisent l'émergence de réseaux de communautés tout en favorisant l'implication individuelle et l'espoir ». Les participants aux dialogues de One House Many Nations et des communautés autochtones urbaines de la Colombie-Britannique ont souligné que la résistance autochtone aux projets d'extraction de combustibles fossiles a joué un rôle crucial pour maintenir ces combustibles fossiles sous terre.

Les participants ont également reconnu qu'il

est important d'éviter l'épuisement lorsque l'on essaie de s'engager dans l'activisme en plus de toutes les exigences de la vie quotidienne. Un participant de l'Île-du-Prince-Édouard a souligné que, à l'instar d'autres solutions environnementales, « lorsque les gens ont du mal à répondre à leurs besoins fondamentaux, ils n'ont généralement pas le temps ou l'énergie – la liberté – de participer à des campagnes ou à des activités visant à influencer les politiques publiques ».

**« Comment pouvons-nous trouver un terrain d'entente et attirer plus de gens, même s'ils ne sont pas nécessairement d'accord sur chacune de ces questions? [Nous devons] nous concentrer sur ce qui nous unit, comme le logement pour tous. »**

## Intersectionnalité

L'intersectionnalité, et la priorité accordée au leadership d'un large éventail de voix, ont été identifiées comme autres principes importants dans tout travail sur les changements climatiques et l'insécurité des revenus.

Les participants ont discuté de la façon dont ceux qui font partie de groupes identitaires systématiquement marginalisés peuvent être plus exposés à l'insécurité des revenus et aux impacts climatiques. Les solutions doivent viser à lutter ensemble contre les inégalités et les changements climatiques, et les personnes confrontées à des obstacles économiques et/ou qui font partie de ces groupes doivent être au centre de la conception et de la mise en œuvre de solutions.

## « Les jeunes Autochtones sont la population la plus jeune du Canada et celle qui connaît la plus forte dynamique démographique, le Canada doit écouter ce que nous avons à dire. »

De nombreux participants ont également parlé de l'importance de la participation et du leadership des jeunes dans le domaine du climat et de la pauvreté. « Les jeunes Autochtones sont la population la plus jeune du Canada et celle qui connaît la plus forte dynamique démographique, le Canada doit écouter ce que nous avons à dire. », a déclaré un participant aux dialogues avec les communautés autochtones urbaines de la Colombie-Britannique.

Cette diversification de l'engagement et du leadership doit se faire au niveau institutionnel, mais aussi au sein du travail communautaire et des mouvements sociaux. Les participants au dialogue à l'Île-du-Prince-Édouard ont déclaré que le fait de s'aligner sur différentes questions (revenu garanti, sécurité alimentaire, logement abordable, droits des travailleurs migrants, droits des personnes ayant un handicap, justice raciale et ainsi de suite) et autour de valeurs et d'objectifs communs peut renforcer le travail de terrain.

La décolonisation et l'autodétermination autochtone sont des éléments extrêmement importants de ce travail. Les mesures spécifiques suggérées par les participants autochtones étaient notamment la mise en œuvre de la DNUDPA, l'amélioration des processus de consentement libre, préalable et éclairé pour tout projet d'exploitation sur un territoire traditionnel, la prise de mesures de restrictions à la chasse et la garantie que les représentants autochtones sont à la table

pendant les processus de planification et de prise de décision en général.

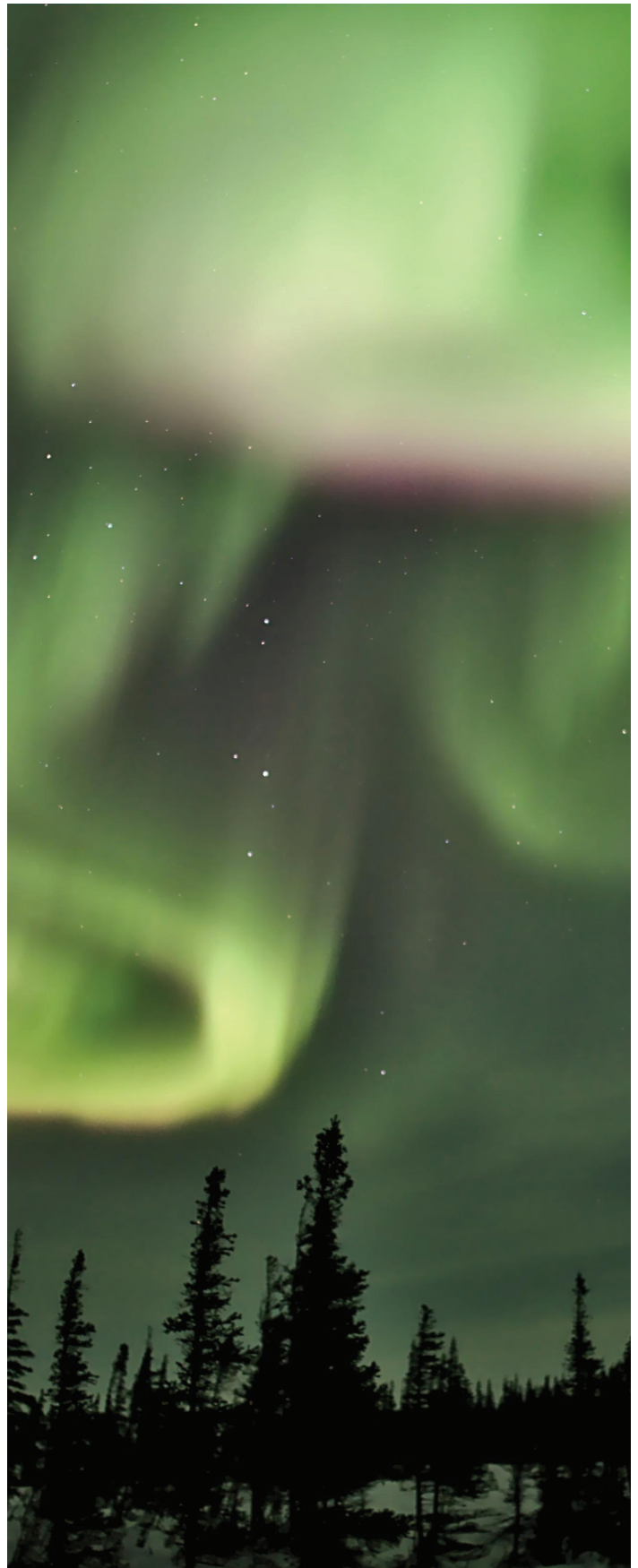
Dans la Nation crie de Beardy and Okemasis et la nation Cree d'Ahtahkakoop, les participants ont parlé de l'importance considérable de transmettre les connaissances et les modes de vie traditionnels aux jeunes au sein de leurs communautés. D'autres dialogues avec une majorité de colons ont parlé de l'importance du leadership autochtone et ont reconnu que les visions du monde et les systèmes de connaissances autochtones ont beaucoup à offrir lorsqu'il s'agit de vivre au sein des limites de la planète Terre.



*Des centaines de personnes se rassemblent lors d'une manifestation contre le racisme sur la Place du Canada à Vancouver en juin 2020.*

## I. Conclusion

Bien que les dialogues aient généré un large éventail d'idées, certains modèles se sont démarqués et sont apparus dans de nombreux contextes communautaires. Il est clairement ressorti que la précarité financière expose les gens à subir de façon plus intense les impacts des changements climatiques tout en diminuant leur capacité à participer aux solutions. Pour cette raison, les participants ont souhaité voir des solutions climatiques fondées sur des économies communautaires, des systèmes alimentaires et de transport à faibles émissions de carbone et des logements abordables écoénergétiques. Tous les échelons de gouvernement doivent faire preuve de beaucoup plus de leadership et de soutien pour adopter des politiques qui peuvent poser les bases d'une transformation. En dehors du gouvernement, il a été souligné la nécessité d'un activisme qui exerce une pression sur les gouvernements et les entreprises pour qu'ils agissent, ainsi que l'indispensable renforcement de l'éducation et de la sensibilisation. Le leadership des voix marginalisées est d'une importance cruciale dans l'ensemble de ces efforts.



*Aurores boréales au-dessus de Churchill, MB.*

## 6. Ce que nous avons entendu : Que doit-il se passer maintenant selon les partenaires communautaires?

Cette section met l'accent sur les opinions et les idées exprimées par les partenaires communautaires plutôt que sur celles exprimées par les participants au dialogue. Nos partenaires ont identifié un large éventail de mesures potentielles qui pourraient être prises dans leurs communautés pour résoudre les problèmes et mettre en œuvre les solutions retenues par les participants au dialogue. Elles peuvent être regroupées dans les catégories suivantes.

**Poursuivre le dialogue** en menant des discussions similaires avec des groupes de personnes de plus en plus larges, notamment avec des responsables locaux.

**Former des partenariats stratégiques** avec les régions ou les municipalités environnantes, d'autres groupes de base, entre les mouvements sociaux, entre les secteurs et avec des groupes communautaires qui ont de l'expérience dans la mobilisation des personnes et des communautés vulnérables.

**Créer des possibilités d'enseignement** pour les membres de la communauté, notamment au moyen d'un programme d'éducation publique pour renforcer la compréhension des changements climatiques, de l'insécurité des revenus et de leurs liens.

**Former des groupes communautaires** axés sur les recoupements entre les changements climatiques et l'insécurité des revenus ou la pauvreté.

**Mener des campagnes de mobilisation communautaire** afin de partager les

connaissances sur les possibilités ou les initiatives existantes en lien aux changements climatiques et à l'insécurité des revenus, mais aussi pour former des réseaux d'entraide.

**Créer des postes rémunérés ou bénévoles** liés au renforcement de la résilience face aux changements climatiques et à l'insécurité des revenus.

**Obtenir des soutiens financiers** visant à répondre aux besoins fondamentaux des membres de la communauté afin qu'ils aient une capacité accrue à agir contre les changements climatiques. Il s'agit notamment d'un salaire décent; d'une alimentation, de logements et de transport en commun abordables; d'investissements plus importants dans les efforts d'économie d'énergie et ainsi de suite.

**Mener des activités communautaires** visant à renforcer la résilience locale, notamment la création de jardins communautaires, la création de plans régionaux d'intervention climatique et la construction de centres publics de rafraîchissement, de réchauffement et d'évacuation. Notre partenaire de la Nation crie d'Ahtahkakoop a souligné l'importance de promouvoir des activités comme la plantation de plantes compagnes et de créer des possibilités pour les membres de la bande de travailler de leurs mains et de pratiquer la réciprocité avec la terre.

**Mener des recherches** sur les initiatives climatiques actuelles dans la communauté et leur efficacité, sur les énergies renouvelables, les cartes des risques, etc. Établir des pôles de

recherche réunissant les communautés, les universités et les systèmes dans la mesure du possible.

**Militer** en faveur des besoins de la communauté en participant à des dialogues et des processus qui orientent les politiques, en faisant pression sur les élus et en prenant part à l'activisme populaire.

**Mettre en œuvre des solutions dirigées par des Autochtones** en plaçant au centre le leadership et les visions du monde autochtones, en particulier dans le Nord. Plusieurs partenaires ont souligné que les solutions aux changements climatiques et à l'insécurité des revenus doivent s'accompagner de la reconnaissance des liens profondément enracinés qu'ils entretiennent avec le colonialisme et la violence contre les peuples autochtones ainsi que d'une action en faveur de la réconciliation et de la décolonisation. Notre partenaire de la Nation crie d'Ahtahkakoop a souligné l'importance de renouer avec la terre et de revenir aux moyens de subsistance traditionnels perturbés par l'éducation coloniale occidentale.

**Démanteler les systèmes oppressifs** afin que les personnes les plus touchées par les changements climatiques et l'insécurité des revenus aient une place à la table des décisions. Notre partenaire qui a organisé des dialogues avec les communautés autochtones urbaines de la Colombie-Britannique a fait remarquer que les peuples autochtones sont touchés de façon disproportionnée par les changements climatiques et les répercussions de l'insécurité des revenus, comme l'insécurité en matière de logement, les problèmes de toxicomanie intergénérationnelle et la dépendance à l'égard des soutiens gouvernementaux. Il a souligné l'importance des changements systémiques qui créent les conditions de l'autonomie gouvernementale autochtone et de la reconnexion aux modes de vie traditionnels. Par exemple, il a signalé que « l'utilisation abusive de l'approche fondée sur les distinctions pour exclure les indiens non inscrits des droits issus de traités entraîne des taux plus élevés de décès, de surdoses, de maladies et de perte de la garde des enfants ».



*Un rassemblement organisé par Chaque enfant compte à l'Art Gallery of Vancouver en juillet 2021. Des rassemblements ont été organisés partout au Canada pour rendre hommage aux enfants, aux familles, aux collectivités et aux nations touchés par le système des pensionnats indiens du Canada.*

## 7. Ce que nous avons appris : Comment nos conclusions et nos recommandations ont-elles été inspirées par ce que nous avons entendu?

Nous avons demandé à nos partenaires de partager dans leurs rapports de synthèse communautaires certaines de leurs réflexions sur les effets des dialogues et ce qu'ils ont appris en parlant avec les membres de la communauté. Leurs réponses ont éclairé nos quatre thèmes principaux :

**1** | Les Canadiens, en particulier ceux qui vivent dans l'insécurité des revenus ou d'autres formes de précarité financière, sont de plus en plus exposés aux impacts climatiques, mais ne sont souvent pas en mesure de participer à des solutions climatiques proportionnées en raison d'obstacles systémiques.

Bon nombre de nos partenaires ont indiqué que, bien que les participants aient manifesté de l'intérêt pour prendre des mesures contre les changements climatiques et pour la sécurité des revenus et la résilience des communautés, leur capacité réelle à le faire est limitée par le temps, le financement, les ressources, la capacité en personnel et ainsi de suite, comme le décrit en détail la section cinq du présent rapport. Le Syndicat national des cultivateurs a rapporté que « les agriculteurs n'ont ni le temps ni l'argent pour intégrer les approches agroécologiques et régénératives positives comme ils le souhaiteraient ». D'autres partenaires ont montré qu'il y avait des signes d'épuisement mental et émotionnel parmi leurs participants, ce qui entrave les initiatives.

Notre partenaire qui a mené des dialogues avec des travailleurs du secteur des arts et de

la culture partout au Canada a fait remarquer que :

« Ce qui était surprenant, c'est le niveau de sensibilisation et de connaissances dont une majorité [de participants] a fait preuve par rapport à leur capacité limitée à s'engager de manière tangible et durable sur ces questions dans leur vie et dans leurs pratiques. Cela reste sans aucun doute l'un des plus grands défis auxquels nous sommes confrontés dans la prise en charge de l'urgence climatique. »

Cela fait écho à des déclarations similaires faites par de nombreux partenaires communautaires. La majorité des participants aux dialogues connaissaient parfaitement les effets des changements climatiques et de l'insécurité des revenus sur leur propre vie ainsi que sur la résilience de leurs communautés en général, mais estimaient que sans financement, soutien ou leadership du gouvernement, le pouvoir dont ils disposaient pour mettre en œuvre des changements positifs était limité.

**2** | Les gens veulent que leurs communautés soient résilientes face aux changements climatiques et à l'insécurité des revenus. Ils s'intéressent à des solutions qui apportent des améliorations tangibles à leur vie, notamment des aliments cultivés localement accessibles et abordables, des logements et des transports en commun écoénergétiques, ainsi que des économies, des infrastructures et des services locaux renforcés.

Dans l'ensemble des communautés, il y a un désir évident que les gouvernements mettent en œuvre des solutions globales dans des domaines comme la sécurité alimentaire, le logement abordable, le revenu garanti, les améliorations de l'efficacité énergétique et ainsi de suite, éclairées par des consultations significatives auprès des membres de la communauté (et leur participation).

Lorsque les partenaires ont communiqué certaines des solutions identifiées par les membres de la communauté, il s'agissait souvent de choses qui amélioreraient la vie des individus, des familles et des communautés dans leur ensemble. La production alimentaire locale diminue non seulement l'impact climatique du secteur agricole, mais elle augmente également l'abordabilité des aliments, diminue la dépendance à l'égard des importations et des forces extérieures et permet aux membres de la communauté de profiter des bienfaits pour la santé physique et mentale de la culture des aliments. L'accès équitable à des transports en commun abordables donne aux gens un pouvoir d'action, réduit les coûts liés au carburant et aux véhicules et leur permet de choisir une solution plus respectueuse du climat. Ces changements ne sont pas des sacrifices, mais plutôt des possibilités.

Notre partenaire de Yellowknife a souligné l'importance des connaissances traditionnelles comme facteur central de changement dans le Nord, en faisant état de ce qui suit :

« Grâce à ce dialogue, notre compréhension du rôle et de l'importance des connaissances, des sagesses et des approches traditionnelles a été davantage renforcée. Plus précisément, le fait de s'appuyer sur des approches traditionnelles peut nous aider à réinventer les structures sociales, culturelles, politiques et

économiques qui dominent actuellement les Territoires du Nord-Ouest. Cela impliquerait une sortie des modes de fonctionnement sociaux, culturels, politiques et culturels injustes tout en travaillant à assurer une économie et un climat qui profitent à tout le monde dans les T.N.-O. [...] Les participants ont en particulier parlé de l'importance des solutions créées localement et exprimées par les acteurs locaux pour s'attaquer aux relations entre les changements climatiques et les insécurités économiques dans leurs communautés d'origine. »

**3** | Les gens sont sceptiques quant à leur capacité à prendre des mesures significatives contre les changements climatiques et l'insécurité des revenus en raison de leur influence limitée sur les problèmes structurels et systémiques par rapport aux gouvernements et aux entreprises. Beaucoup estiment que l'efficacité des actions individuelles est limitée et que les gouvernements ne prennent pas suffisamment de mesures pour résoudre ces problèmes.

Bon nombre de nos partenaires ont fait état d'un sentiment de scepticisme quant à la capacité des individus ou des communautés à mettre en œuvre le changement par eux-mêmes. Les participants de toutes les communautés ont exprimé le désir d'une action et d'une responsabilisation accrues du gouvernement (à tous les niveaux) et demandent que les intérêts des entreprises ne soient plus la priorité dans les circonstances économiques et environnementales actuelles.

**« Ce n'est pas comme si nous manquions de gens qui veulent faire ces changements, nous ne**

*Partout au Canada, les collectivités sont impatientes de prendre des mesures contre les changements climatiques et l'insécurité des revenus, mais elles ont besoin pour cela de suffisamment de financement, de ressources et de soutien. Crédit photo: David Dodge, Green Energy Futures*



## **sommes tout simplement pas les gens qui ont le pouvoir de le faire. »**

Plusieurs partenaires ont mentionné un sentiment de désespoir, d'apathie ou de manque de confiance dans les structures institutionnelles. Notre partenaire du Labrador a indiqué qu'« il y a un sentiment de désespoir, comme si rien de ce que les participants pouvaient faire ne ferait une différence significative et qu'ils n'avaient pas confiance dans les gouvernements pour prendre des décisions qui auraient un impact positif sur leurs communautés ».

Comme l'a dit notre partenaire de Sault Ste. Marie, « ce n'est pas comme si nous manquions de gens qui veulent faire ces changements, nous ne sommes tout simplement pas les gens qui ont le pouvoir de le faire ».

**4** | Les communautés sont prêtes à agir, mais manquent de capacité d'agir sur le plan politique et économique pour apporter l'ampleur du changement nécessaire. Les gouvernements doivent relever ce défi en adoptant des politiques transformatrices qui s'attaquent aux causes profondes des changements climatiques et de l'insécurité des revenus tout en donnant aux communautés les moyens de prendre des mesures autogérées.

Plusieurs partenaires ont indiqué qu'ils avaient besoin de financement ou d'autres formes de soutien institutionnel pour pouvoir agir dans leurs communautés. Ils ont indiqué que, bien que les participants aient démontré qu'ils savaient ce qui doit être fait et qu'ils avaient clairement un désir de changement, il y avait un consensus général sur le fait que les gouvernements doivent fournir des ressources



et un financement suffisants pour que des changements transformateurs aient lieu. Vous trouverez ci-dessous des extraits de certains rapports de synthèse communautaires qui appuient cette idée :

**Région de l'Atlantique (dirigée par le Syndicat national des cultivateurs)** : « Les agriculteurs sont résilients et ont tendance à s'adapter rapidement aux défis environnementaux, bien qu'ils en assument personnellement les coûts supplémentaires. Un soutien financier est nécessaire. »

**Churchill** : « Il y a un important désir général pour une certaine forme de leadership au sein des communautés afin de travailler à des solutions, et cela nécessite un financement car les membres de la communauté sont déjà à pleine capacité. »

**Shirley** : « Les participants étaient enthousiastes et optimistes quant à la capacité de la communauté de Shirley à travailler ensemble pour répondre à ces préoccupations, mais ils ont également reconnu la nécessité d'un soutien gouvernemental pour créer des emplois locaux. »

**Colombie-Britannique (Columbia Institute)** : « Il est clair que les élus locaux sont conscients de ce qui est nécessaire dans leurs collectivités pour régler ces problèmes, mais ils manquent de ressources et d'un leadership fort. »

Dans l'ensemble de ces communautés, et sans aucun doute dans beaucoup d'autres à travers le pays, les gens veulent être résilients, prendre soin les uns des autres, bâtir leurs communautés, faire la transition vers des modes de vie collectifs plus sains, plus heureux, plus sûrs et plus durables. Mais les récits que nous avons entendus montrent qu'il y a un conflit entre les besoins et les ressources, l'ambition et les capacités, le désespoir et l'espoir, ainsi qu'une recherche d'un leadership gouvernemental qui écoute et agit rapidement dans une course urgente contre la montre.

## 8. Recommandations

Ces recommandations – élaborées par l'équipe du projet de résilience verte d'après ce que nous ont dit les partenaires communautaires et les participants – sont celles que nous considérons comme ayant l'impact le plus important, le plus immédiat et le plus durable pour favoriser les transformations positives et renforcer la résilience dans les communautés partout au Canada. Elles permettent à de nombreuses autres recommandations sur des questions spécifiques soulevées par les participants à travers les dialogues d'être plus efficaces. Mais surtout, elles créent les conditions de l'espoir, de la sollicitude et de la prospérité collective.

**1** **Intégrer le revenu garanti dans le plan du Canada pour une transition équitable.**  
La transition équitable du Canada doit soutenir et renforcer toutes les personnes et toutes les communautés. Plutôt qu'une approche cloisonnée qui traite les secteurs spécifiques ou les catastrophes climatiques comme des entités distinctes, nous avons besoin de politiques proactives qui permettent à chacun de prospérer et de contribuer à un avenir équitable à faibles émissions de carbone. En plus des aspects importants et souvent discutés d'une transition équitable, tels que le perfectionnement et le recyclage des travailleurs des secteurs dont les emplois sont touchés par les changements climatiques, un plan global de transition équitable doit également inclure un revenu garanti.

Le revenu garanti crée la sécurité financière dont les gens ont besoin pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. Cela leur donne le temps et l'énergie de se former, de se recycler ou de faire la transition vers de nouveaux emplois, de dispenser des soins, de rechercher des solutions novatrices aux défis auxquels ils sont confrontés et de contribuer de manière significative à leurs communautés. Les résultats des dialogues communautaires démontrent que les gens veulent se soutenir mutuellement pour prendre des mesures face aux défis économiques et environnementaux urgents auxquels ils sont confrontés, mais n'ont pas la capacité personnelle et structurelle de le faire. Le revenu garanti renforce la résilience des communautés en présentant le bien-être comme une responsabilité collective plutôt qu'individuelle. Cela donne aux gens la capacité de s'entraider et d'agir sur les questions qui leur tiennent à cœur. Le revenu garanti peut jouer un rôle crucial en veillant à ce que personne ne soit laissé pour compte au cours d'une transition environnementale et économique rapide.

**2** **Concevoir des solutions en matière de sécurité des revenus et de politique climatique avec pour objectif l'amélioration de la qualité de vie individuelle et collective.**  
Dans l'ensemble des communautés, nous avons entendu les gens affirmer leur volonté de participer à des changements environnementaux et économiques transformateurs, tout en disant qu'ils sont confrontés au manque de temps, d'argent et à d'autres obstacles structurels. On ne peut pas s'attendre à ce que les personnes qui ont déjà du mal à subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille réduisent leur consommation d'énergie domestique, rénovent leur logement, achètent un véhicule électrique ou

prennent d'autres mesures qui nécessitent des dépenses ou des sacrifices. Toutes les solutions politiques qui visent à lutter contre les changements climatiques ou l'insécurité des revenus doivent être définies en termes d'opportunités et de gains, et non de pertes et de souffrances.

**3** **Donner aux personnes et aux communautés les outils et les ressources dont elles ont besoin pour construire ou renforcer leur résilience.** Les communautés sont expertes de leurs propres expériences des changements climatiques et de l'insécurité des revenus. Elles savent déjà quelles actions amélioreraient le bien-être individuel et collectif dans une période de changements environnementaux et économiques importants. Par conséquent, les actions transformatrices au niveau communautaire doivent être dirigées par les communautés elles-mêmes, au-delà des modèles de participation ou de consultation superficiels. Il s'agit notamment de s'assurer que les collectivités ont un contrôle significatif sur les aménagements qui ont lieu sur leurs terres. La capacité d'agir communautaire doit être facilitée par des politiques, des financements et d'autres formes de soutien gouvernemental appropriés et accessibles.

Nos dialogues ont constamment fait ressortir l'idée que les communautés ne bénéficient pas de la situation économique, sociale et politique actuelle. Il est impératif que les chefs de gouvernement à tous les niveaux reconnaissent qu'avec des ressources suffisantes, les communautés peuvent créer les conditions d'une action efficace et transformatrice contre les changements climatiques et l'insécurité des revenus. Compte tenu de l'histoire du Canada en matière de colonialisme et de génocide culturel contre les peuples autochtones, il est essentiel de placer au cœur de ce travail la décolonisation et la réconciliation en lien aux préjudices infligés par de multiples acteurs institutionnels et individuels. La mise en œuvre des appels à la justice identifiés par l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées et les appels à l'action identifiés par la Commission de vérité et réconciliation du Canada, en particulier l'adoption et la mise en œuvre complètes de la DNUDPA, sont des étapes essentielles pour le gouvernement fédéral.

Plusieurs partenaires qui ont organisé des dialogues avec les peuples et les communautés autochtones ont souligné l'importance de l'autodétermination et de la gouvernance dans toutes les questions qui concernent les peuples autochtones. Cela comprend le consentement libre, préalable et éclairé à toutes les activités touchant les droits et les terres des peuples autochtones, la fin de la criminalisation des défenseurs des terres autochtones et l'inscription des valeurs traditionnelles au centre de la prise de décision multilatérale. Un participant à l'un de ces dialogues a indiqué que tout avenir possible qui assurerait l'équilibre des communautés autochtones devra être ancré dans les visions du monde, les priorités, les ressources et les économies autochtones.

Un travail continu d'introspection dans ces domaines est essentiel pour donner aux communautés les moyens de prendre des mesures contre les changements climatiques, l'insécurité des revenus et bien plus encore.

**4** 4. Veiller à ce que les entreprises et les riches paient leur juste part. Nos recommandations sont urgentes et réalisables, mais seulement si nous sommes prêts à y investir. Si nous voulons faire face à des crises systémiques de longue date comme les changements climatiques, l'insécurité des revenus, l'inégalité raciale et l'inégalité de genre et d'autres formes d'oppression systémique, nous devons entreprendre une réforme fiscale fédérale majeure. Nous ne pouvons pas justifier l'existence continue d'échappatoires fiscales, de paradis fiscaux offshore et de baisses des taux d'imposition des sociétés – chaque personne et chaque société doit payer sa juste part. La responsabilité de financer les changements dont nous avons besoin ne devrait pas reposer sur les épaules de ceux qui peuvent le moins se le permettre.

## 9. Conclusions

### Que faire maintenant?

La pandémie de COVID-19 nous a appris que nous devons adopter une approche holistique pour résoudre les problèmes et les injustices à grande échelle – que nous ne pouvons pas faire face de manière significative aux changements climatiques, à l'insécurité des revenus ou à la marginalisation systémique sans les affronter tous ensemble.

Nos dialogues ont démontré que les communautés veulent renforcer leur résilience, mais qu'elles n'ont pas la capacité et le pouvoir politique de mettre en œuvre des solutions à la hauteur des défis auxquels elles sont confrontées. Ceux qui ont participé à nos dialogues s'intéressent à des solutions qui améliorent leur qualité de vie et renforcent leurs collectivités, comme l'accès à des aliments abordables cultivés localement, des logements abordables et écoénergétiques, des systèmes de transport en commun robustes ainsi que des économies, des infrastructures et des services locaux renforcés.

Les gouvernements doivent s'attaquer à ce problème en adoptant des politiques transformatrices qui s'attaquent aux causes profondes des changements climatiques et de l'insécurité des revenus. Comme le démontrent les idées exprimées par les participants à nos dialogues, il est impossible de séparer les causes et les effets des deux problèmes. Par conséquent, les solutions doivent être axées sur l'amélioration de la qualité de vie en atténuant la précarité économique et en créant les conditions d'une action climatique locale qui profite aux communautés. Il est essentiel que ce processus transfère la capacité d'action politique et économique aux communautés touchées par ces problèmes grâce à une participation continue et à la création de possibilités de leadership.

### L'avenir du projet de résilience verte

Ce rapport sera diffusé auprès de nos partenaires communautaires et mis à la disposition du public sur notre site Web.

À l'avenir, les membres du comité directeur du projet de résilience verte intégreront ce rapport à la recherche et au travail militant en cours sur l'importance de relier les solutions climatiques et celles qui répondent à l'insécurité des revenus. Cela prendra notamment la forme de présentations des conclusions du rapport dans les milieux éducatifs et au gouvernement.

Enfin, nous espérons que ces dialogues pourront se poursuivre partout au Canada. Pour faciliter cela, nous avons mis une copie de nos documents de dialogue à la disposition du public sous une licence Creative Commons. Tout le monde est invité à utiliser ces documents pour organiser un dialogue communautaire dans sa propre région. Pour de plus amples renseignements, voir l'annexe C.

## Remerciements

Nous sommes extrêmement reconnaissants envers tous nos partenaires communautaires et l'ensemble des participants aux dialogues qui nous ont fait part de leurs réflexions et de leur expertise. Ce rapport est le reflet du travail acharné et de la participation de centaines de personnes à travers le pays.

Le financement de ces dialogues a été généreusement fourni par le Fonds d'action et de sensibilisation pour le climat du gouvernement du Canada. Nous sommes reconnaissants de l'occasion qui nous a été donnée d'entreprendre ce projet.



*En 2017, Iron & Earth s'est associé à la Tribu de Louis Bull pour offrir un programme de formation solaire de cinq jours dans le cadre duquel les travailleurs du secteur des combustibles fossiles et les travailleurs autochtones ont réalisé une installation solaire à la garderie de la Tribu de Louis Bull. Iron & Earth organise des programmes de perfectionnement et de recyclage de courte durée pour aider les travailleurs à se préparer à des carrières dans l'énergie solaire et éolienne. Photo de David Dodge, GreenEnergyFutures.ca*

## 10. Annexes

### A. Contributeurs au projet

#### Comité directeur :

**Mitchell Beer**, Energy Mix Productions – Chef de projet

**Sheila Regehr**, Réseau canadien pour le revenu garanti – Cheffe de projet

**Susan Abells**, Coalition Canada Basic Income – Revenu de base

**Dr. Robert Case**, Études sur le développement social – Renison University College, affilié à l'Université de Waterloo

**Kendal David**, Réseau canadien des jeunes pour le revenu garanti, étudiant – École de service social, Université Carleton

**Kendra Downe**, Réseau canadien des jeunes pour le revenu garanti, étudiante – Programme environnement humain, Université Concordia

**Dr. James Mulvale**, Faculté de travail social – Université du Manitoba

**Pierre Stevens**, Réseau canadien pour le revenu garanti, Basic Income Nova Scotia, Département de mathématiques et de statistique – Université Dalhousie (retraité)

**Nolan Wilson**, Réseau canadien des jeunes pour le revenu garanti, avocat

#### Personnel :

**Jessie Golem**, Animatrice communautaire

**Hannah Muhajarine**, Assistante de projet

**Janet Patterfung**, Gestionnaire de projet

**Blandine Sebileau-Meyniel**, Animatrice communautaire, Québec

**Cecilia Stuart**, Responsable de la communication

## B. Documents de dialogue en libre accès

L'un des objectifs du projet de résilience verte est de favoriser le dialogue et la compréhension des liens entre les changements climatiques, la sécurité des revenus et la résilience des communautés. À cette fin, nous avons mis nos documents d'organisation et d'animation des dialogues à la disposition de toute personne intéressée à organiser une conversation dans sa communauté. Veuillez consulter notre [site Web](#) pour y accéder.

Ces documents sont sous licence Attribution-NonCommercial-NoDerivatives 4.0 International. Pour voir une copie de cette licence, consultez : <http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>